



Gouvernement du Québec
L'inspecteur général
des institutions financières

CERTIFICAT DE CONSTITUTION
Loi sur les compagnies
(L.R.Q., chap. C-38)

Partie IA

J'atteste par les présentes que la compagnie

THERATECHNOLOGIES INC.

*a été constituée, sous l'autorité de la
partie IA de la Loi sur les compagnies,
tel qu'indiqué dans les statuts de
constitution ci-joints.*

Le 1993 10 19



Gouvernement
du Québec
L'inspecteur
général des
institutions
financières

Jean-Louis Beusnard.
Inspecteur général des institutions financières

3099-8272



1 Dénomination sociale ou numéro matricule THERATECHNOLOGIES INC.			
2 District judiciaire du Québec où la compagnie établit son siège social Montréal	3 Nombre précis ou nombres minimal et maximal des administrateurs Minimal: 1 Maximal: 10 Minimum: 1 Maximum: 10	4 Date d'entrée en vigueur si postérieure à celle du dépôt	
5 Description du capital-actions Un nombre illimité d'actions ordinaires, toutes sans valeur nominale. An unlimited number of common shares, all without nominal value.			
6 Restrictions sur le transfert des actions, le cas échéant Le Supplément 1 ci-joint fait partie intégrante de ces statuts de constitution. The attached Schedule 1 is an integral part of these articles of incorporation.			
7 Limites imposées à son activité, le cas échéant Aucune None			
8 Autres dispositions Le Supplément 2 ci-joint fait partie intégrante de ces statuts de constitution. The attached Schedule 2 is an integral part of these articles of incorporation.			
9 Fondateurs			
Nom et prénom	Adresse incluant le code postal (s'il s'agit d'une corporation, indiquer le siège social et la loi constitutive)	Profession	Signature de chaque fondateur (s'il s'agit d'une corporation, signature de la personne autorisée)
Tancreède, Denis	1700, av. D ^{re} Penfield App. 47 Montréal (Québec) H3R 1B4	Homme d'affaires Businessman	

Si l'espace est insuffisant, joindre une annexe

Réservé à l'administration



Gouvernement
du Québec
Déposé le

19 OCT. 1993

L'inspecteur général des
Institutions financières

3099 - 8272

SUPPLÉMENT 1

Aucune action ne peut être transférée à moins que les administrateurs de la compagnie ne consentent à tel transfert par résolution dûment adoptée et inscrite aux livres de la compagnie ou, à défaut, à moins que les détenteurs d'un nombre d'actions, peu importe la (les) catégorie(s), qui leur permette d'exercer plus de 50% des droits de vote afférents à toutes les actions en circulation de la compagnie comportant, à cette date, le droit de vote, n'y consentent par écrit.

SUPPLÉMENT 2

1. Le nombre des actionnaires de la compagnie est limité à cinquante, déduction faite de ceux qui sont ou ont été salariés de la compagnie ou d'une filiale; deux personnes ou plus qui détiennent en commun une ou plusieurs actions sont comptées comme un seul actionnaire.
2. Tout appel public à l'épargne par la compagnie est interdit.
3. Sans restreindre la portée de la Loi sur les compagnies (Québec), les administrateurs peuvent, lorsqu'ils le jugent opportun et sans l'autorisation des actionnaires:
 - a) faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;
 - b) émettre des obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables;
 - c) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, de la compagnie, pour assurer le paiement de telles obligations ou autres valeurs, ou donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins; et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage ci-dessus mentionnés par acte de fidéicommiss, conformément aux dispositions de la Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations (L.R.Q., c. P-16), ou de toute autre manière;
 - d) hypothéquer ou nantir les immeubles, ou donner en gage ou autrement grever d'une charge quelconque les biens meubles de la compagnie, ou donner ces diverses espèces de garanties, pour assurer le paiement des emprunts faits autrement que par l'émission d'obligations, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la compagnie.

Rien ne limite ni ne restreint le pouvoir d'emprunt de la compagnie sur lettres de change ou billets à ordre faits, tirés, acceptés ou endossés par ou en faveur de la compagnie.

SCHEDULE 1

No share shall be transferred unless consented to by a resolution duly adopted by the directors of the company and recorded in the books of the company or, failing which, by the written consent of the holders of a number of shares, of any class(es), which allows them to exercise more than 50% of the voting rights attached to all the outstanding shares of the company carrying the right to vote at that date.

SCHEDULE 2

1. The number of shareholders of the company is limited to fifty, exclusive of present or former employees of the company or of a subsidiary; two or more persons who hold jointly one or more shares are counted as one shareholder.
2. Any distribution of securities by the company to the public is prohibited.
3. Without restricting the application of the Companies Act (Québec), the directors may, when they deem it expedient and without the authorization of the shareholders:
 - a) borrow money upon the credit of the company;
 - b) issue debentures or other securities of the company, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;
 - c) notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immoveable property, present or future, of the company, to secure any such debentures or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes; and constitute the hypothec, mortgage or pledge above mentioned, by trust deed, in accordance with the provisions of the Special Corporate Powers Act (R.S.Q., c. P-16) or in any other manner;
 - d) hypothecate or mortgage the immoveable property of the company, or pledge or otherwise affect the moveable property, or give all such guarantees, to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company.

Any limitations and restrictions contained herein shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes, made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company.



Gouvernement du Québec
L'inspecteur général
des institutions financières

CERTIFICAT DE MODIFICATION
Loi sur les compagnies
(L.R.Q., chap. C-38)

Partie IA

J'atteste par les présentes que la compagnie

THERATECHNOLOGIES INC.

*a modifié ses statuts, sous l'autorité de
la partie IA de la Loi sur les compagnies,
tel qu'indiqué dans les statuts de modifi-
cation ci-joints.*



Le 1993 10 20

Jean-Louis Bevilacqua
Inspecteur général des institutions financières

3099-8272



1 Dénomination sociale ou numéro matricule	
THERATECHNOLOGIES INC.	
2 Les statuts de la compagnie sont modifiés de la façon suivante:	
<p>1. L'article 6 de l'acte constitutif de la compagnie incluant le Supplément 1, faisant partie intégrante de l'acte constitutif de la compagnie, est abrogé sans être remplacé.</p> <p>1. Article 6 of the deed of incorporation of the company including Schedule 1, being an integral part of the deed of incorporation of the company, is repealed without being replaced.</p> <p>2. L'article 8 de l'acte constitutif de la compagnie est modifié comme suit:</p> <p>Le paragraphe 2 du Supplément 2, faisant partie intégrante de l'acte constitutif de la compagnie, est abrogé sans être remplacé.</p> <p>2. Article 8 of the deed of incorporation of the company is amended as follows:</p> <p>Section 2 of Schedule 2, being an integral part of the deed of incorporation of the company, is repealed without being replaced.</p>	
3 Date d'entrée en vigueur, si différente de la date du dépôt (Voir instructions)	4 Dénomination sociale (ou numéro matricule) antérieure à la modification, si différente de celle mentionnée à la case 1
	S.O. N/A

Signature de l'administrateur autorisé  Fonction du signataire Administrateur
Director

Réservé à l'administration

3099-8272



Gouvernement du Québec
Déposé le

20 OCT. 1993

L'Inspecteur général des
Institutions financières



Gouvernement du Québec
L'inspecteur général
des institutions financières

CERTIFICAT DE MODIFICATION
Loi sur les compagnies
(L.R.Q., chap. C-38)

Partie IA

J'atteste par les présentes que la compagnie

THERATECHNOLOGIES INC.

a modifié ses statuts, sous l'autorité de la partie IA
de la Loi sur les compagnies, tel qu'indiqué dans les
statuts de modification ci-joints.

Le 1993 12 06



Jean-Louis Bevilacqua
Inspecteur général des institutions financières

3099-8272

**SUPPLÉMENT 1
AUX STATUTS DE MODIFICATION
DE THERATECHNOLOGIES INC.**

ARTICLE 1

CAPITAL-ACTIONS AUTORISÉ

La compagnie est autorisée à émettre les actions suivantes :

- a) un nombre illimité d'actions de catégorie A, sans valeur nominale (les «actions ordinaires»);
- b) un nombre illimité d'actions subalternes de catégorie B comportant droit de vote, sans valeur nominale (les «actions subalternes»); et
- c) un nombre illimité d'actions privilégiées, sans valeur nominale, pouvant être émises en une ou plusieurs séries (les «actions privilégiées»).

ARTICLE 2

DÉFINITIONS

2.1 À moins que le contexte n'indique un sens différent, aux fins des dispositions des articles 2 à 4,

- a) «**André de Villers**» désigne monsieur André de Villers, né le 29 mars 1949 et qui est, en date des présentes, administrateur et président de la compagnie;
- b) «**Agent de Transfert**» désigne la ou les personnes nommées de temps à autre par le conseil d'administration de la compagnie pour agir à titre d'agent de transfert pour les actions subalternes; advenant qu'aucune telle personne ne soit nommée pour agir à ce titre cette expression désigne la compagnie;
- c) «**contrôle**» d'une personne morale par une autre ou plusieurs autres personnes signifie le contrôle, par une ou plusieurs personnes, qui détiennent ou sont bénéficiaires, autrement qu'à titre de garantie seulement, -- directement par le biais de la détention d'actions ou d'autres titres ou indirectement de quelque manière que ce soit, y compris par l'entremise d'une ou de plusieurs personnes morales interposées ou autrement -- de valeurs mobilières conférant plus de 50 % du maximum possible des voix à l'élection des administrateurs de cette personne morale et dont lesdites valeurs mobilières confèrent un droit de vote dont

l'exercice permet d'élire la majorité des administrateurs de cette personne morale;

- d) «**Date de l'Offre**» signifie à l'égard de toute offre, la date à laquelle cette offre est faite;
- e) «**Denis Tancrède**» désigne monsieur Denis Tancrède, né le 24 août 1946 et qui est, en date des présentes, administrateur, président du conseil d'administration et chef de la direction de la compagnie;
- f) «**Fondateur**» désigne, indistinctement, Denis Tancrède, André de Villers ou Mark Busgang, les exécuteurs testamentaires ou, selon le cas, les liquidateurs de la succession de l'une ou l'autre de ces personnes, et «**Fondateurs**» désigne plusieurs de ces personnes ou toutes ces personnes, selon le cas;
- g) «**Groupe Majoritaire**» signifie, à toute date donnée, l'une ou l'autre des personnes suivantes ou n'importe quelle combinaison de ces personnes :
 - i) l'un ou l'autre des Fondateurs,
 - ii) toute personne morale (à l'exclusion de la compagnie) sous le contrôle d'un ou de plusieurs Fondateurs,pour autant que cette personne ou ces personnes ou n'importe quelle combinaison de ces personnes détiennent en propriété véritable dans l'ensemble, des actions de la compagnie qui permettent d'exercer à cette date plus de 50 % des droits de vote afférents à toutes les actions en circulation de toutes les catégories d'actions de la compagnie comportant à cette date le droit de vote;
- h) «**Mark Busgang**» désigne monsieur Mark Busgang, né le 28 août 1955 et qui est, en date des présentes, administrateur de la compagnie et vice-président, Exploitation;
- i) «**Offrant**» signifie toute personne qui fait une Offre et comprend toutes les personnes qui font une ou des Offres agissant conjointement ou de concert;
- j) «**Offre**» signifie une offre publique d'achat, une offre publique d'échange ou une offre publique de rachat (au sens de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Québec)), telle qu'elle est actuellement en vigueur ou telle qu'elle pourra être amendée ou adoptée à nouveau par la suite) en vue d'acheter des actions ordinaires; toutefois, une Offre ne comprend pas une Offre Exempte.

k) «Offre Exempte» signifie:

- i) une offre en vue d'acheter des actions ordinaires faite à tous les détenteurs d'actions ordinaires et qui est faite en même temps, au même prix et à des conditions non moins favorables à tous les détenteurs inscrits d'actions subalternes dont la dernière adresse au registre de la compagnie est au Canada, si le pourcentage en nombre d'actions subalternes visé par l'offre en question est au moins égal au pourcentage en nombre d'actions ordinaires visé par cette offre, ou
 - ii) une offre en vue d'acheter des actions ordinaires adressée à moins de six détenteurs inscrits d'actions ordinaires, ayant pour objet tout ou partie des actions ordinaires émises et en circulation à la Date de l'Offre, dans la mesure où le prix offert pour chaque action ordinaire de catégorie A n'excède pas 115% du cours de référence des actions subalternes; le «cours de référence» étant celui défini à l'article 189 du Règlement adopté en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Québec) en vigueur en date des présentes, ou
 - iii) une offre lancée par un initiateur qui est dispensé de l'application des chapitres III et IV du Titre IV de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Québec), ou
 - iv) une offre par un ou plusieurs Fondateurs ou par une ou plusieurs personnes morales sous le contrôle d'un ou de plusieurs Fondateurs ou par n'importe quelle combinaison de ces personnes, en vue d'acheter des actions ordinaires faite à un ou plusieurs autres Fondateurs ou à une ou plusieurs personnes morales sous le contrôle d'un ou de plusieurs Fondateurs ou à n'importe quelle combinaison de ces personnes;
- l) «**personne**» comprend une personne physique, une association, un gouvernement ou une personne morale;
- m) «**personne morale**» comprend toute entité dotée de la personnalité juridique, y compris une société de personnes, notamment une société de personnes constituée en vertu du Code civil du Bas-Canada ou du Code civil du Québec, et une fiducie, quelque soit son lieu ou mode de constitution.

ARTICLE 3

ACTIONS DE CATÉGORIE A

Les droits, privilèges, conditions et restrictions afférents aux actions ordinaires sont les suivants:

3.1 Droit de vote.

3.1.1 Les détenteurs d'actions ordinaires ont droit de recevoir les avis de convocation et d'assister et de voter à toutes les assemblées d'actionnaires de la compagnie, annuelles ou spéciales sauf tel qu'autrement prévu aux présentes. Chaque action ordinaire confère à son détenteur le droit à dix votes lors de toute assemblée d'actionnaires sauf celles auxquelles les détenteurs d'actions d'une catégorie ou d'une série donnée ont seuls le droit de voter en raison des dispositions de la loi ou des droits afférents à cette catégorie ou série.

3.1.2 Afin d'attester l'existence d'une Groupe Majoritaire, un détenteur d'actions ordinaires faisant partie du Groupe Majoritaire devra livrer à l'Agent de Transfert, dans les quarante-cinq jours suivant la fin de chaque exercice financier de la compagnie, une déclaration sous serment établissant qu'il existe en date de cette déclaration un Groupe Majoritaire. Cette déclaration établira de plus le nombre d'actions ordinaires et le nombre d'actions subalternes détenues en propriété véritable par chaque personne comprise dans le Groupe Majoritaire.

3.1.3 Si la déclaration prévue à l'alinéa 3.1.2 n'est pas livrée à l'Agent de Transfert dans les quarante-cinq jours suivant la fin d'un exercice financier de la compagnie, l'Agent de Transfert devra immédiatement transmettre un avis à tous les détenteurs d'actions ordinaires apparaissant aux registres de l'Agent de Transfert. L'avis devra stipuler que s'il ne reçoit pas la déclaration prévue à l'alinéa 3.1.2 dans un délai de trente jours de l'envoi de cet avis, chaque action ordinaire comportera dorénavant un seul vote.

3.1.4 En plus de la déclaration prévue à l'alinéa 3.1.2, les détenteurs d'actions ordinaires devront remettre à l'Agent de Transfert, copie de tout rapport d'initié qu'un détenteur d'actions ordinaires ou le Fondateur qui en a le contrôle aura été obligé de déposer en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Québec).

3.1.5 Si à une date quelconque, il n'existe plus de Groupe Majoritaire, l'une ou l'autre des personnes qui était comprise dans le Groupe Majoritaire avant que le Groupe Majoritaire ne cesse d'exister, devra remettre à l'Agent de Transfert une déclaration

sous serment signée par un ou plusieurs Fondateurs établissant qu'il n'existe plus de Groupe Majoritaire.

3.1.6 Si (i) l'Agent de Transfert ne reçoit pas la déclaration prévue à l'alinéa 3.1.2 à l'expiration du délai de trente jours prévu à l'alinéa 3.1.3 suite à l'envoi par l'Agent de Transfert de l'avis mentionné à l'alinéa 3.1.3 ou (ii) l'Agent de Transfert détermine de bonne foi et raisonnablement, après avoir étudié les rapports d'initié et le registre des valeurs mobilières de la compagnie qu'aucun Groupe Majoritaire n'existe ou (iii) l'Agent de Transfert reçoit la déclaration prévue à l'alinéa 3.1.5, le nombre de droits de vote que comporte chaque action ordinaire sera dès lors et de ce seul fait réduit de dix à un.

3.1.7 La compagnie devra faire parvenir à l'Agent de Transfert avec toute diligence, à compter de la survenance d'un événement prévu à l'alinéa 3.1.6 réduisant à un le nombre de droits de vote d'une action ordinaire et verra à ce que soit transmis aux détenteurs d'actions subalternes, aux détenteurs d'actions ordinaires et aux détenteurs de toute autre valeur mobilière de la compagnie qui sont échangeables contre des actions subalternes ou qui comportent le droit d'en acquérir (à l'adresse apparaissant aux registres de la compagnie) un avis indiquant qu'un tel événement est survenu et que chaque action ordinaire a cessé à cette date de comporter dix votes et comporte dorénavant un vote seulement; cet avis pourra être envoyé par l'Agent de Transfert aux frais de la compagnie si, après avoir demandé à la compagnie de ce faire, celle-ci néglige d'envoyer cet avis.

3.2 Dividendes.

3.2.1 Sous réserve des droits prioritaires des détenteurs d'actions privilégiées et d'actions de toute autre catégorie prenant rang avant les actions ordinaires en matière de dividendes, et sous réserve des droits des détenteurs d'actions subalternes décrits ci-après, les détenteurs d'actions ordinaires ont droit de recevoir les dividendes que le conseil d'administration de la compagnie peut déclarer et payer sur les actions ordinaires au moment et selon les modalités déterminés par le conseil d'administration de la compagnie, à même les fonds de la compagnie disponibles à bon droit au paiement de dividendes.

3.2.2 Des chèques de la compagnie ou de son agent mandaté à cette fin, tirés sur une banque désignée à l'annexe A ou à l'annexe B de la *Loi sur les banques* (Canada) et payables à toute succursale de cette banque au Canada, seront émis relativement à ces dividendes aux détenteurs d'actions ordinaires y ayant droit. La mise à la poste de ces chèques libérera la compagnie de toute responsabilité relative à ces dividendes jusqu'à concurrence des sommes qui y sont

représentées, à moins que ces chèques ne soient pas payés sur présentation dûment faite.

3.2.3 Aucun dividende ne peut être déclaré et payé sur les actions ordinaires à moins qu'un dividende d'un montant égal par action ne soit simultanément déclaré et payé sur les actions subalternes alors en circulation.

3.3 Privilège de conversion.

3.3.1 Le détenteur de toute action ordinaire a le droit, à son choix et en tout temps, de convertir la totalité ou une partie seulement des actions ordinaires qu'il détient en actions subalternes, à raison d'une action subalterne pour chaque action ordinaire ainsi convertie.

3.3.2 Le privilège de conversion des actions ordinaires prévu au présent paragraphe 3.3 peut être exercé par avis écrit des détenteurs inscrits des actions ordinaires à être converties transmis à tout bureau de tout agent de transfert de la compagnie où les actions ordinaires peuvent être transférées ou, s'il n'y a pas d'agent de transfert pour ces fins, à la compagnie, au siège social de la compagnie; en toute circonstance, cet avis est accompagné d'un document écrit de remise, en forme jugée satisfaisante par la compagnie, dûment signé par le détenteur inscrit et indiquant le nombre d'actions ordinaires que ce détenteur désire convertir en actions subalternes; cet avis doit être accompagné du certificat ou des certificats représentant les actions ordinaires que le porteur désire ainsi convertir; si une partie seulement des actions ordinaires représentées par un certificat accompagnant l'avis doit être convertie, le détenteur a droit de recevoir, aux frais de la compagnie, un nouveau certificat représentant les actions ordinaires qui ne doivent pas être converties.

3.3.3 Lors de toute conversion d'actions ordinaires en vertu du présent paragraphe 3.3, la compagnie doit, sans frais pour le détenteur, émettre, livrer ou faire en sorte que soit délivré au détenteur des actions ordinaires ainsi converties, un ou plusieurs certificats émis à son nom ou à tout autre nom qui pourra être indiqué à la compagnie par ce détenteur, et représentant le nombre d'actions subalternes entièrement payées et libérées auquel ce détenteur a droit en raison de la conversion. Cette conversion sera réputée avoir été faite à la fermeture des bureaux à la date à laquelle les certificats représentant les actions ordinaires à être converties auront été remis pour fins de conversion, de sorte que les droits d'un détenteur d'actions ordinaires, en tant que détenteur de celles-ci, cessent à ce moment, sous réserve des dispositions de l'alinéa 3.3.4, et de sorte que la personne ayant droit de recevoir des actions subalternes en raison de cette

conversion soit considérée, à toute fin, comme étant devenue le détenteur inscrit de ces actions subalternes à cette date sous réserve des dispositions de l'alinéa 3.3.4.

3.3.4 Le détenteur inscrit d'actions ordinaires à une date de référence choisie par la compagnie afin de déterminer les détenteurs d'actions ordinaires ayant droit de recevoir un dividende déclaré sur ces actions ordinaires aura droit de recevoir ce dividende nonobstant le fait que les actions ordinaires qu'il détient soient converties en actions subalternes suivant les modalités qui précèdent après cette date de référence mais avant la date de paiement de ce dividende; de plus, le détenteur d'actions subalternes émises suite à la conversion prendra rang égal avec les détenteurs inscrits de toute autre action subalterne relativement à tous les dividendes déclarés payables aux détenteurs d'actions subalternes inscrits comme tels à une date de référence donnée, si cette date de référence est postérieure à la date de conversion.

3.3.5 Les actions ordinaires converties en actions subalternes deviendront des actions subalternes émises comme entièrement payées et libérées qui comportent les droits afférents aux actions subalternes.

3.3.6 Lors d'une conversion d'actions ordinaires en actions subalternes, le compte de capital-actions émis et payé tenu pour les actions ordinaires est réduit et le compte de capital-actions émis et payé tenu pour les actions subalternes est augmenté d'un montant égal au quotient obtenu en divisant i) le produit obtenu en multipliant le montant apparaissant au compte de capital-actions émis et payé tenu pour les actions ordinaires, par le nombre d'actions ordinaires ainsi converties, par ii) le nombre total d'actions ordinaires en circulation immédiatement avant cette conversion.

3.4 Liquidation et dissolution.

Dans le cas de liquidation ou de dissolution de la compagnie, de manière volontaire ou forcée, ou de toute autre distribution de l'actif de la compagnie entre ses actionnaires aux fins de liquider ses affaires, les détenteurs d'actions ordinaires ont le droit de recevoir, après paiement par la compagnie aux détenteurs d'actions privilégiées et aux détenteurs d'actions de toute autre catégorie prenant rang avant les actions ordinaires relativement à la distribution de l'actif de la compagnie en cas de liquidation ou dissolution, action pour action, avec les détenteurs d'actions subalternes, le reliquat des biens de la compagnie, sans préférence ni distinction.

3.5 Subdivision et refonte.

Aucune subdivision ni refonte des actions subalternes ou des actions ordinaires ne peut avoir lieu à moins qu'en même temps les actions subalternes ou les actions ordinaires, selon le cas, ne soient subdivisées ou refondues de la même façon et, dans cette éventualité, les droits, privilèges, conditions et restrictions alors afférents aux actions subalternes et aux actions ordinaires seront aussi afférents aux actions subalternes et aux actions ordinaires telles que subdivisées ou refondues.

3.6 Rang des actions ordinaires.

Sauf tel qu'autrement prévu aux articles 3, 4 et 6, les actions ordinaires et les actions subalternes comporteront les mêmes droits, seront égales à tous égards et devront être traitées par la compagnie tout comme si elles constituaient des actions d'une seule et même catégorie.

ARTICLE 4

ACTIONS SUBALTERNES DE CATÉGORIE B COMPORTANT DROIT DE VOTE

Les droits, privilèges, conditions et restrictions afférents aux actions subalternes sont les suivants.

4.1 Droit de vote.

Les détenteurs d'actions subalternes ont droit de recevoir les avis de convocation et d'assister et de voter à toutes les assemblées d'actionnaires de la compagnie, annuelles ou spéciales, sauf tel qu'autrement prévu aux présentes. Chaque action subalterne confère à son détenteur le droit à un vote lors de toute assemblée d'actionnaires sauf celles auxquelles les détenteurs d'actions d'une catégorie ou d'une série donnée ont seuls le droit de voter en raison des dispositions de la loi ou des attribut afférents à cette catégorie ou série.

4.2 Dividendes.

4.2.1 Sous réserve des droits prioritaires des détenteurs d'actions privilégiées et d'actions de toute autre catégorie prenant rang avant les actions subalternes en matière de dividendes, et sous réserve des droits des détenteurs d'actions ordinaires décrits ci-après, les détenteurs d'actions subalternes ont droit de recevoir les dividendes que le conseil d'administration de la compagnie peut déclarer et payer sur les actions subalternes au moment et selon les modalités déterminés par

le conseil d'administration de la compagnie, à même les fonds de la compagnie disponibles à bon droit au paiement de dividendes.

4.2.2 Des chèques de la compagnie ou de son agent mandaté à cette fin, tirés sur une banque désignée à l'annexe A ou à l'annexe B de la *Loi sur les banques* (Canada) et payables à toute succursale de cette banque au Canada, seront émis relativement à ces dividendes aux détenteurs d'actions subalternes y ayant droit. La mise à la poste de ces chèques libérera la compagnie de toute responsabilité relative à ces dividendes jusqu'à concurrence des sommes qui y sont représentées, à moins que ces chèques ne soient pas payés sur présentation dûment faite.

4.2.3 Aucun dividende ne peut être déclaré et payé sur les actions subalternes à moins qu'un dividende d'un montant égal par action ne soit simultanément déclaré et payé sur les actions ordinaires en circulation.

4.3 Liquidation et dissolution.

Dans le cas de liquidation ou de dissolution de la compagnie, de manière volontaire ou forcée, ou de toute autre distribution de l'actif de la compagnie entre ses actionnaires aux fins de liquider ses affaires, les détenteurs d'actions subalternes ont le droit de recevoir, après paiement par la compagnie aux détenteurs d'actions privilégiées et aux détenteurs d'actions de toute autre catégorie prenant rang avant les actions subalternes relativement à la distribution de l'actif de la compagnie en cas de liquidation ou dissolution, action pour action, avec les détenteurs d'actions ordinaires, le reliquat des biens de la compagnie, sans préférence ni distinction.

4.4 Privilège de conversion.

4.4.1 Sous réserve des dispositions du présent paragraphe 4.4, si une Offre est faite, chaque action subalterne pourra être convertie, à compter de la Date de l'Offre, au gré du détenteur, contre une action ordinaire, mais pour les fins seulement de permettre à ce détenteur d'accepter l'Offre. L'exercice de ce privilège de conversion est assujéti à l'acceptation de l'Offre par le Groupe Majoritaire, cette acceptation constituant une condition suspensive à la conversion.

4.4.2 Le privilège de conversion des actions subalternes prévu à l'alinéa 4.4.1 peut être exercé par avis écrit transmis à la compagnie, à son siège social, ou à l'Agent de Transfert pour les actions subalternes, à tout bureau de l'Agent de Transfert auquel le transfert d'actions subalternes peut être inscrit et cet avis doit être accompagné du certificat ou des certificats représentant les actions subalternes que le détenteur désire convertir en

actions ordinaires; cet avis doit être signé par le détenteur ou son représentant dûment autorisé et spécifier le nombre d'actions subalternes que le détenteur désire convertir en actions ordinaires; si une partie seulement des actions subalternes représentées par un certificat accompagnant l'avis doit être convertie, le détenteur a droit de recevoir, aux frais de la compagnie, un nouveau certificat représentant les actions subalternes représentées par le certificat transmis de la manière mentionnée ci-dessus qui ne doivent pas être converties.

4.4.3 Le fait par un détenteur d'actions subalternes de donner l'avis de conversion prévu à l'alinéa 4.4.2 constitue l'Agent de Transfert le mandataire de ce détenteur aux fins de l'Offre et aux fins de poser tout geste pour parfaire l'acceptation de l'Offre au nom de ce détenteur, sous réserve toutefois des dispositions de l'alinéa 4.4.11. La signature et la livraison en bonne et due forme à l'Agent de Transfert par un détenteur d'actions subalternes ou son représentant dûment autorisé de toute formule d'acceptation fournie avec l'Offre, accompagnée du certificat ou des certificats représentant ces actions subalternes, sont réputées constituer la remise par ce détenteur à l'Agent de Transfert de l'avis de conversion.

4.4.4 Lors de toute conversion d'actions subalternes par un détenteur en vertu de l'alinéa 4.4.1, la compagnie verra à ce que l'Agent de Transfert émette au nom dudit Agent de Transfert, à titre de mandataire des détenteurs ayant choisi d'exercer le privilège de conversion un certificat représentant les actions ordinaires résultant de cette conversion.

4.4.5 Le droit du détenteur d'actions subalternes de convertir ses actions subalternes en actions ordinaires en vertu de l'alinéa 4.4.1 est réputé avoir été exercé, et le détenteur d'actions subalternes qui doivent être converties est réputé être devenu un détenteur d'actions ordinaires aux fins de l'Offre, à la date ou aux dates de remise du certificat ou des certificats représentant les actions subalternes qui doivent être converties, accompagnés de l'avis écrit mentionné à l'alinéa 4.4.2 et ce, nonobstant tout retard dans l'émission du certificat ou des certificats représentant les actions ordinaires pour lesquelles ces actions subalternes ont été converties aux fins de l'Offre, sous réserve des autres dispositions du paragraphe 4.4.

4.4.6 Après l'émission d'un certificat d'actions ordinaires au nom de l'Agent de Transfert comme mandataire de tout détenteur, comme il est prévu à l'alinéa 4.4.4, l'Agent de Transfert pose, à sa discrétion ou, le cas échéant, selon les directives écrites de ce détenteur, les gestes nécessaires aux fins de parfaire l'acceptation de l'Offre au nom de ce détenteur, y compris le dépôt de ce certificat et de tout autre document requis auprès du

dépositaire aux termes de l'Offre. À cet égard, l'Agent de Transfert peut, à sa discrétion, inscrire une mention sur tout tel certificat ou y joindre un avis écrit à l'effet que les actions ordinaires représentées par ce certificat sont assujetties à certaines restrictions et conditions énoncées aux alinéas 4.4.7, 4.4.8 et 4.4.9 qui suivent.

4.4.7 Nonobstant les dispositions des alinéas 4.4.1 à 4.4.6 qui précèdent, si au plus tard à la date d'expiration de toute Offre, l'Agent de Transfert reçoit du Groupe Majoritaire un avis écrit à l'effet que le Groupe Majoritaire n'a pas accepté et n'acceptera pas l'Offre,

- a) le privilège de conversion prévu à l'alinéa 4.4.1 est alors réputé ne jamais avoir été exercé;
- b) l'Agent de Transfert cesse dès lors d'être mandataire des détenteurs d'actions subalternes aux fins d'accepter l'Offre;
- c) les actions subalternes converties en actions ordinaires à cette date ou avant cette date sont réputées ne jamais avoir été ainsi converties et être toujours demeurées des actions subalternes, y compris les actions dont l'Offrant aura pris livraison et qu'il aura payées aux termes de l'Offre; et
- d) la compagnie doit voir à ce que l'Agent de Transfert fasse le nécessaire pour que chacun des détenteurs d'actions subalternes réputées ne jamais avoir été converties reçoive un ou plusieurs certificats représentant ces actions subalternes et fasse les inscriptions nécessaires aux registres de la compagnie pour donner effet à ce qui précède.

4.4.8 Relativement à toute Offre, si l'Offrant, pour quelque raison que ce soit, ne prend pas livraison des actions visées par l'Offre et n'en paie pas le prix, ou si l'Offrant ne prend livraison que d'un nombre réduit des actions déposées pour fins d'acceptation de l'Offre et ne paie que ce nombre réduit d'actions, dès lors, nonobstant les dispositions des alinéas 4.4.1 à 4.4.6,

- a) les actions subalternes converties en actions ordinaires aux fins de l'Offre et qui ne sont pas ainsi prises et payées sont réputées ne jamais avoir été converties en actions ordinaires et être toujours demeurées des actions subalternes, et
- b) la compagnie doit voir à ce que l'Agent de Transfert fasse le nécessaire pour que chacun des détenteurs d'actions

subalternes réputées ne jamais avoir été ainsi converties reçoive un ou plusieurs certificats représentant ces actions subalternes et fasse les inscriptions nécessaires au registre de la compagnie pour donner effet à ce qui précède.

4.4.9 Relativement à toute Offre, les actions ordinaires résultant de la conversion d'actions subalternes aux fins d'acceptation de l'Offre donneront à leurs détenteurs un vote par action, nonobstant les dispositions du paragraphe 3.1, et sont réputées être des actions subalternes, nonobstant la conversion, quant aux droits de leurs détenteurs de recevoir tout dividende payé sur les actions de la compagnie et ce, jusqu'à la date à laquelle l'Offrant en aura pris livraison et en aura payé le prix aux termes de l'Offre ou, le cas échéant, après cette date dans le cas d'actions subalternes prises et payées mais au sujet desquelles les dispositions de l'alinéa 4.4.7 s'appliqueront.

4.4.10 Tout paiement du prix d'actions reçu d'un Offrant par l'Agent de Transfert à titre de mandataire des détenteurs d'actions subalternes est versé par l'Agent de Transfert à chacun de ces détenteurs selon le nombre d'actions subalternes qu'il détenait immédiatement avant la conversion et qui sont ainsi payées.

4.4.11 Un détenteur d'actions subalternes a le droit de donner à l'Agent de Transfert, agissant comme son mandataire, toute instruction écrite relativement à l'exercice de tout droit de ce détenteur en vertu de l'Offre, y compris le droit de révocation du dépôt de titres en réponse à l'Offre, le cas échéant, et le droit d'accepter ou de refuser toute Offre subséquente faite après qu'une première Offre ait été lancée.

4.4.12 Dans les meilleurs délais suivant la Date de l'Offre, l'Agent de Transfert donnera un avis écrit aux détenteurs d'actions subalternes énonçant en substance les dispositions prévues à l'article 2 et aux alinéas 4.4.1 à 4.4.12, cet avis étant accompagné de tout autre document ou formulaire que la compagnie ou l'Agent de Transfert juge, à sa discrétion, utile ou nécessaire afin de permettre aux détenteurs d'actions subalternes d'exercer leurs droits aux termes de ces dispositions.

4.4.13 Les actions subalternes converties en actions ordinaires, sauf celles réputées ne jamais avoir été converties aux termes des alinéas 4.4.7 ou 4.4.8, deviendront des actions ordinaires émises qui comporteront les droits afférents aux actions ordinaires émises comme entièrement payées et libérées, sous réserve des dispositions de l'alinéa 4.4.9.

4.4.14 Lors d'une conversion d'actions subalternes en actions ordinaires, le compte de capital-actions émis et payé tenu pour les

actions subalternes est réduit, et le compte de capital-actions émis et payé tenu pour les actions ordinaires est augmenté d'un montant égal au quotient obtenu en divisant i) le produit obtenu en multipliant le montant apparaissant au compte de capital-actions émis et payé tenu pour les actions subalternes par le nombre d'actions subalternes ainsi converties, par ii) le nombre total d'actions subalternes émises et en circulation immédiatement avant cette conversion.

4.4.15 Tous les frais et dépenses encourus par l'Agent de Transfert pour la mise en oeuvre et l'administration des dispositions qui précèdent seront à la charge de la compagnie.

4.5 Subdivision et refonte.

Aucune subdivision ni refonte des actions subalternes ou des actions ordinaires ne peut avoir lieu à moins qu'en même temps les actions ordinaires ou les actions subalternes, selon le cas, ne soient subdivisées ou refondues de la même façon et, dans cette éventualité, les droits, privilèges, conditions et restrictions alors afférents aux actions subalternes et aux actions ordinaires seront aussi afférents aux actions subalternes et aux actions ordinaires telles que subdivisées ou refondues.

4.6 Rang des actions subalternes.

Sauf tel qu'autrement prévu aux articles 3, 4 et 6, les actions subalternes et les actions ordinaires comporteront les mêmes droits, seront égales à tous égards et devront être traitées par la compagnie tout comme si elles constituaient des actions d'une seule et même catégorie.

ARTICLE 5

ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Les droits, privilèges, conditions et restrictions afférents aux actions privilégiées, en tant que catégorie, sont les suivants.

5.1 Émission en séries.

5.1.1 Sous réserve des dispositions de la loi, les actions privilégiées peuvent, en tout temps, être émises en une ou plusieurs séries. Le conseil d'administration de la compagnie pourra, lorsqu'il le jugera opportun, mais avant leur émission, déterminer le nombre, limité ou illimité, et la désignation des actions de chaque série d'actions privilégiées, ainsi que les droits, privilèges, conditions et restrictions afférents aux

actions de chaque série d'actions privilégiées, y compris, sans restreindre la portée de ce qui précède

- a) le taux et le montant des dividendes, cumulatifs ou non cumulatifs, les date et lieu pour le paiement de ces dividendes, ainsi que la date à compter de laquelle ces dividendes commencent à courir,
- b) le taux ou le montant de la prime qui pourra être versée à leurs détenteurs respectifs en cas d'achat ou de rachat, ainsi que la date à compter de laquelle les actions d'une série pourront faire l'objet d'un rachat, de même que le mode d'achat ou de rachat,
- c) les modalités d'un programme de rachat d'actions relatif à une ou plusieurs séries,
- d) les modalités relatives à un fonds d'amortissement constitué pour le bénéfice des détenteurs d'actions d'une ou de plusieurs séries,
- e) la désignation des actions d'une série donnée, et
- f) les privilèges d'échange d'actions d'une série donnée en actions de toute autre série ou d'une autre catégorie d'actions du capital-actions de la compagnie.

5.1.2 Les droits, privilèges, conditions et restrictions rattachés à chaque série d'actions privilégiées seront déterminés, pour chaque série, par règlement adopté par le conseil d'administration de la compagnie qui aura la faculté de créer de telles séries avant l'émission de toute action privilégiée d'une telle série ainsi créée. L'émission d'actions d'une série donnée d'actions privilégiées ne pourra avoir lieu qu'après l'adoption d'un tel règlement et qu'après l'obtention d'un certificat de modification attestant la modification ayant pour objet la création d'une telle série. Un tel règlement du conseil d'administration de la compagnie ne requiert pas l'approbation des actionnaires.

5.1.3 Nonobstant toute autre disposition des présentes, lorsque des montants payables au titre de dividendes, remboursement de capital ou prime sur remboursement de capital, ne sont pas acquittés en entier, les actions de toute série d'actions privilégiées participent aux montants payables proportionnellement aux sommes qui seraient payables au cas de paiement intégral.

5.2 Droit de vote.

Sous réserve des dispositions de la loi et de celles du présent article 5, les détenteurs d'actions privilégiées, en tant que

catégorie, n'ont, à ce titre, pas droit de recevoir les avis de convocation, ni d'assister ou de voter à toutes les assemblées d'actionnaires de la compagnie, annuelles ou spéciales.

5.3 Rang des actions privilégiées en matière de dividendes.

Les actions privilégiées, en tant que catégorie, prennent rang quant au versement, selon le cas, de tout dividende cumulatif accumulé et de toute dividende déclaré mais demeuré impayé au moment de la distribution en cas de liquidation ou de dissolution de la compagnie, avant les actions subalternes, avant les actions ordinaires et avant les actions de toute autre catégorie.

5.4 Rang des actions privilégiées en cas de liquidation ou de dissolution.

Dans le cas de liquidation ou de dissolution de la compagnie, de manière volontaire ou forcée, ou de toute autre distribution de l'actif de la compagnie entre ses actionnaires aux fins de liquider ses affaires, les détenteurs d'actions privilégiées, en tant que catégorie, prennent rang quant au montant qui leur est payable lors de cette distribution, liquidation ou dissolution, selon les droits alors établis dans les statuts de la compagnie ou en vertu de ces statuts avant toute distribution de l'actif de la compagnie entre les détenteurs d'actions subalternes, d'actions ordinaires et d'actions de toute autre catégorie prenant rang après les actions privilégiées relativement à la distribution de l'actif de la compagnie en cas de liquidation ou de dissolution. Les actions privilégiées ne conféreront à leurs détenteurs aucun autre droit de participer davantage aux profits ou à l'actif de la compagnie.

5.5 Modification aux actions privilégiées.

Lorsqu'il y aura des actions privilégiées en circulation, la compagnie ne pourra, sauf avec l'approbation des détenteurs des actions privilégiées donnée de la manière ci-après mentionnée :

5.5.1 révoquer, modifier, ou autrement, changer aucune des dispositions contenues dans le présent article 5;

5.5.2 changer le nombre maximal, s'il en est un, autorisé d'actions privilégiées ou augmenter le nombre maximal d'actions autorisées d'une autre catégorie conférant des droits ou des privilèges égaux ou supérieurs aux actions privilégiées;

5.5.3 faire échanger, convertir, reclasser ou annuler, sauf en cas de rachat ou d'achat par la compagnie, conformément à la loi ou aux dispositions des présentes, la totalité ou une partie des actions privilégiées;

5.5.4 étendre, modifier ou supprimer les droits, privilèges, restrictions ou conditions dont sont assorties les actions privilégiées, notamment,

- a) en supprimant ou modifiant le droit aux dividendes accumulés ou cumulatifs, s'il en est,
- b) en étendant, supprimant ou modifiant les droits ou privilèges de rachat ou de retrait, s'il en est,
- c) en réduisant ou supprimant une préférence en matière de dividendes ou de liquidation, ou
- d) en étendant, supprimant ou modifiant les privilèges de conversion ou d'échange, options, droits de vote, de transfert, de préemption ou d'acquisition d'autres valeurs mobilières ou des dispositions en matière de fonds d'amortissement, s'il en est;

5.5.5 accroître les droits ou privilèges des actions d'une autre catégorie, conférant des droits ou des privilèges égaux ou supérieurs à ceux des actions privilégiées;

5.5.6 créer une nouvelle catégorie d'actions conférant des droits ou des privilèges égaux ou supérieurs à ceux des actions privilégiées;

5.5.7 rendre égal ou supérieur aux actions privilégiées, les actions d'une catégorie conférant des droits ou des privilèges inférieurs;

5.5.8 faire échanger la totalité ou une partie des actions d'une autre catégorie pour des actions privilégiées ou créer un droit à cette fin; ou

5.5.9 faire porter des restrictions à l'émission ou au transfert des actions privilégiées ou accroître ou supprimer ces restrictions.

5.6 Approbation de la catégorie.

Toute approbation des détenteurs d'actions privilégiées ci-dessus mentionnée sera réputée avoir été dûment donnée si elle est contenue dans une résolution adoptée par au moins les deux tiers (2/3) des voix exprimées à une assemblée spéciale des détenteurs des actions privilégiées convoquée à cette fin par préavis d'au moins vingt et un (21) jours et à laquelle assemblée les détenteurs d'au moins vingt pour cent (20%) des actions privilégiées en circulation sont présents en personne ou représentés par procuration, constituant alors le quorum. Si les détenteurs d'au

moins vingt pour cent (20%) des actions privilégiées en circulation ne sont pas présents ou représentés par procuration trente (30) minutes après l'heure fixée pour l'assemblée, l'assemblée sera ajournée à une date ultérieure d'au moins cinq (5) jours. À une telle assemblée ajournée, les détenteurs des actions privilégiées présents en personne ou représentés par procuration, pourront y transiger les affaires pour lesquelles l'assemblée était initialement convoquée et une résolution adoptée à cette assemblée par au moins les deux tiers (2/3) des voix exprimées constituera l'approbation des détenteurs d'actions privilégiées mentionnée ci-haut aux fins de l'article 5, que le quorum dont il est question plus haut soit présent ou non lors de cette assemblée ajournée. La procédure prévue au présent paragraphe 5.6 tient lieu de compromis ou d'arrangement et permet, sous réserve du respect des dispositions du paragraphe 5.7, le dépôt de statuts de modification visant une modification des statuts telle qu'approuvée sans qu'il soit nécessaire de recourir à toute autre formalité prévue à la loi et relative au compromis ou à un arrangement.

5.7 Approbation de la série.

Si la modification proposée devait affecter les droits des détenteurs d'actions privilégiées d'une série particulière d'une manière ou dans une mesure sensiblement différente de celle qui affecte les droits de détenteurs d'actions privilégiées des autres séries, cette modification devra alors, en plus d'être approuvée par les détenteurs d'actions privilégiées votant en tant que catégorie, tel que prévu ci-haut être approuvée de la même manière, par les détenteurs des actions privilégiées de cette série, votant séparément en tant que série.

5.8 Autres modalités.

Le conseil d'administration de la compagnie pourra, lors de la création d'une série d'actions privilégiées, conférer à cette série tout autre droit, privilège, condition et restriction qu'il jugera approprié, et qui est conforme aux droits, privilèges, conditions et restrictions afférents à l'ensemble des actions privilégiées, en tant que catégorie.

ARTICLE 6

MODIFICATION DES STATUTS

6.1 Modifications ne portant pas atteinte.

Toute modification aux statuts de la compagnie ayant pour effet d'étendre, d'enlever ou de modifier l'un ou l'autre des droits,

privilèges, conditions ou restrictions afférents aux actions ordinaires ou aux actions subalternes, respectivement, y compris la conversion ou le reclassement d'actions de l'une ou l'autre de ces catégories en une ou plusieurs autres catégories d'actions de la compagnie, doit être autorisée par voie de résolution adoptée par les détenteurs d'actions ordinaires et les détenteurs d'actions subalternes lors d'une assemblée des détenteurs d'actions ordinaires et des détenteurs d'actions subalternes tenue à cette fin par au moins les deux tiers (2/3) des voix exprimées à cette assemblée.

6.2 Modifications portant atteinte.

Toute modification aux statuts de la compagnie décrite au paragraphe 6.1 ayant en plus pour effet de traiter les détenteurs d'actions ordinaires ou les détenteurs d'actions subalternes, selon le cas, d'une manière différente entre eux et susceptible d'affecter de manière négative les droits des détenteurs d'une de ces catégories, devra, en plus, être approuvée par les détenteurs d'actions de la catégorie qui est ainsi affectée par voie de résolution votée séparément par les détenteurs d'actions de la catégorie ainsi affectée.

6.3 Résolutions distinctes.

Toute approbation des détenteurs de toute catégorie d'actions requise en vertu des dispositions du paragraphe 6.2 sera réputée avoir été dûment donnée, si elle est contenue dans une résolution adoptée par au moins les deux tiers (2/3) des voix exprimées à une assemblée spéciale des détenteurs d'actions d'une telle catégorie, convoquée à cette fin par préavis d'au moins vingt et un (21) jours laquelle assemblée pourra être tenue concurremment à toute autre assemblée des actionnaires de la compagnie, et à laquelle assemblée les détenteurs d'au moins vingt pour cent (20%) des actions en circulation d'une telle catégorie sont présents en personne ou représentés par procuration, constituant alors le quorum. Si les détenteurs d'au moins vingt pour cent (20%) des actions en circulation d'une telle catégorie ne sont pas présents ou représentés par procuration trente (30) minutes après l'heure fixée pour l'assemblée, l'assemblée sera ajournée à une date ultérieure d'au moins cinq (5) jours. À une telle assemblée ajournée, les détenteurs des actions de telle catégorie présents en personne ou représentés par procuration, pourront y transiger les affaires pour lesquelles l'assemblée était initialement convoquée et une résolution adoptée à cette assemblée par au moins les deux tiers (2/3) des voix exprimées constituera l'approbation des détenteurs d'une telle catégorie d'actions mentionnée ci-haut aux fins du paragraphe 6.2, que le quorum dont il est question plus haut soit présent ou non lors de cette assemblée ajournée. Toute approbation

donnée conformément aux dispositions de ce paragraphe 6.2 liera tous les détenteurs d'une telle catégorie d'actions.

6.4 Effet de l'approbation.

La procédure prévue au présent article 6 tient lieu de compromis ou d'arrangement et permet le dépôt de statuts de modification visant une modification des statuts telle qu'approuvée sans qu'il soit nécessaire de recourir à toute autre formalité prévue à la loi et relative au compromis ou à un arrangement.

**SCHEDULE 1 TO THE
ARTICLES OF AMENDMENT
OF THERATECHNOLOGIES INC.**

ARTICLE 1

AUTHORIZED SHARE CAPITAL

The Company is authorized to issue the following shares:

- a) an unlimited number of Class A Shares, without nominal value (the "**common shares**");
- b) an unlimited number of Class B Subordinate Voting Shares, having the right to vote, without nominal value (the "**subordinate shares**"); and
- c) an unlimited number of Preferred Shares, without nominal value, issuable in one or more series (the "**preferred shares**").

ARTICLE 2

DEFINITIONS

2.1 For purposes of the provisions of sections 2 to 4, unless the context indicates a different meaning,

- a) "**André de Villers**" means Mr. André de Villers, born on March 24, 1949 and who is, on this date, director and president of the Company;
- b) "**Transfer Agent**" means the person or persons appointed from time to time by the Board of Directors of the Company to act as the transfer agent for the subordinate shares. In the event that no such person is appointed to act in such capacity, this expression refers to the Company;
- c) "**control**" of a body corporate by one or more other persons means the control, by one or more persons, who hold or are beneficiaries, other than by way of security only, -- directly by way of holding shares or other securities or indirectly in any manner whatsoever, including by way of one or more tier-corporations or trustees or otherwise -- of securities to which are attached more than 50% of the votes that may be cast to elect the directors of such body corporate and which securities confer voting rights, the votes attached to

these securities is sufficient to elect a majority of directors of such body corporate;

- d) **"Date of the Offer"** means, in relation to any offer, the date at which such offer is made;
- e) **"Denis Tancredè"** means Mr. Denis Tancredè, born on August 24, 1946 and who is, on this date, director, chairman of the board and chief executive officer of the Company;
- f) **"Founder"** means, indistinctly, Denis Tancredè, André de Villers or Mark Busgang, the testamentary executors or, as the case may be, the liquidators of the estate of either one of these persons, and **"Founders"** means several of these persons or all these persons, as the case may be;
- g) **"Majority Group"** means, at any given date, one or the other of the following persons or any combination of such persons:
 - i) one or the other of the Founders,
 - ii) any body corporate (excluding the Company) under the control of one or more Founders,

to the extent that such person or such persons or any combination of such persons are the beneficial owners, of shares of the Company representing on such date more than 50% of the voting rights attaching to all of the outstanding shares of all of the classes of shares of the Company having voting rights on such date.

- h) **"Mark Busgang"** means Mr. Mark Busgang, born on August 28, 1955 and who is, on this date, director and vice-president, operations of the Company;
- i) **"Offeror"** means any person who makes an Offer and includes all persons who make an Offer or Offers acting jointly or in concert;
- j) **"Offer"** means a take-over bid, a securities exchange take-over bid, or an issuer bid (within the meaning of the *Securities Act (Québec)*, as presently in force or as it may be amended or reenacted hereafter) in order to purchase common shares; however, an Offer shall exclude an Exempt Offer.
- k) **"Exempt Offer"** means:
 - i) an offer to purchase common shares made to all the holders of common shares and which is made at the same time, at the same price and on the same or more favourable terms and conditions to all the

registered holders of subordinate shares whose last addresses of record in the register of the Company are in Canada, if the percentage, in number, of subordinate shares contemplated by the offer in question is at least equal to the percentage, in number, of common shares contemplated by this offer, or

- ii) an offer to purchase common shares addressed to less than six registered holders of common shares in respect of all or part of the issued and outstanding common shares at the Date of the Offer, to the extent that the price offered for each common share does not exceed 115% of the average market price of the subordinate shares; the "average market price" being that defined in section 189 of the regulations adopted under the *Securities Act* (Québec) in force on this date, or
 - iii) an Offer initiated by an offeror exempted from the application of Chapters III and IV of Title IV of the *Securities Act* (Québec), or
 - iv) an Offer by one or more Founders or by one or more body corporate under the control of one or more Founders or by any combination of such persons, to purchase common shares, made to one or more other Founders or to one or more body corporate under the control of one or more Founders or to any combination of such persons;
- l) "person" includes a physical person, an association, a government or a body corporate;
- m) "body corporate" includes any entity having the legal personality, and also a partnership of persons, notably a partnership of persons created under the Civil Code of Lower Canada or the Québec Civil Code, and a trust, irrespective of its place or method of creation; and

ARTICLE 3

CLASS A SHARES

The rights, privileges, conditions and restrictions attaching to the common shares are the following:

3.1 Voting rights

3.1.1 The holders of common shares have the right to receive notice of meetings and to attend and to vote at all the meetings of

shareholders of the Company, whether annual or special, except as otherwise provided herein. Each common share confers on its holder the right to ten votes at each meeting of the shareholders except those at which only the holders of a given class or series of shares have the right to vote pursuant to the provisions of the Companies Act (Québec) or the rights attaching to this class or series.

3.1.2 In order to attest to the existence of a Majority Group, a holder of common shares comprised in the Majority Group shall deliver to the Transfer Agent, within forty-five days following the end of each financial year of the Company, an affidavit establishing that a Majority Group exists on the date of such affidavit. Such affidavit shall also establish the number of common shares and the number of subordinate shares held, as beneficial owner, by each person included in the Majority Group.

3.1.3 In the event that the affidavit contemplated in paragraph 3.1.2 is not delivered to the Transfer Agent within forty-five days following the end of the financial year of the Company, the Transfer Agent must immediately send a notice to all the holders of the common shares of record in the books of the Transfer Agent. The notice failing receipt by it of the affidavit provided in paragraph 3.1.2 within a delay of thirty days of the forwarding of this notice, each common share shall thereupon be entitled to one vote only.

3.1.4 In addition to the affidavit contemplated in paragraph 3.1.2, the holders of common shares shall remit to the Transfer Agent, a copy of any insider's report which a holder of common shares or the Founder holding control thereof shall have filed under the *Securities Act* (Québec).

3.1.5. If on any date, there no longer exists a Majority Group, either of the persons included in the Majority Group before the Majority Group ceased to exist, must remit to the Transfer Agent an affidavit signed by one or more Founders establishing that there no longer exists a Majority Group.

3.1.6 In the event that (i) the Transfer Agent does not receive the affidavit contemplated in paragraph 3.1.2 at the expiration of the delay of thirty days provided for in paragraph 3.1.3 following the forwarding by the Transfer Agent of the notice mentioned in paragraph 3.1.3 or (ii) the Transfer Agent determines in good faith, acting reasonably, after review of the insider's reports and the securities register of the Company that no Majority Group exists or (iii) the Transfer Agent receives the affidavit contemplated in paragraph 3.1.5, the number of voting rights to which each common share shall be entitled shall thereupon and for such reason only be reduced from ten to one.

3.1.7 The Company shall send to the Transfer Agent, immediately after the occurrence of an event set out in paragraph 3.1.6 reducing the number of voting rights of a common share to one and

shall cause the forwarding to the holders of subordinate shares, the holders of common shares and the holders of any other security of the Company which can be exchanged for subordinate shares or which include the right to acquire them (at the address appearing in the registers of the Company), of a notice indicating that such an event has occurred and that thereupon each common share has ceased on such date to be entitled to ten votes and is entitled to only one vote. Such notice shall be sent by the Transfer Agent at the expense of the Company if, after following a request to the Company to do so, the Company neglects to send such notice.

3.2 Dividends

3.2.1 Subject to the prior rights of the holders of preferred shares and shares of any other class ranking prior to the common shares in respect of dividends, and subject to the rights of the holders of subordinate shares hereinafter described, the holders of common shares have the right to receive the dividends which the Board of Directors of the Company shall declare and pay on the common shares at the time and according to the terms and conditions determined by the Board of Directors of the Company, out of the funds of the Company properly applicable for the payment of dividends.

3.2.2 The cheques of the Company or of its agent authorized for this purpose, drawn from a bank designated in Schedule A or in Schedule B of the *Bank Act* (Canada) and payable at any branch of such bank in Canada, shall be issued in respect of these dividends to the holders of common shares being entitled thereto. The mailing of these cheques shall exempt the Company from any responsibility with respect to such dividends up to the amount of the sums represented thereon, unless these cheques are not paid upon presentation duly made.

3.2.3 No dividend may be declared and paid on the common shares unless a dividend of an equal amount per share is concurrently declared and paid on the outstanding subordinate shares.

3.3 Right of conversion

3.3.1 The holder of any common shares has the right, at his option and at any time, to convert all or part only of the common shares which he holds to subordinate shares at one subordinate share for each common share so converted.

3.3.2 The right of conversion of the common shares provided for in this subsection 3.3 may be exercised by written notice of the registered holders of the common shares to be converted sent to any office of any transfer agent of the Company where the common shares may be transferred or, if there is no transfer agent for such purposes, to the Company, at the head office of the Company. In all cases, such notice shall be made together with a written document of remittance, in a form deemed satisfactory to the Company, duly signed by the registered holder and indicating the

number of common shares which such holder desires to convert to subordinate shares. Such notice shall be accompanied by the certificate or certificates representing the common shares which the holder desires thereby to convert. If part only of the common shares represented by a certificate accompanying the notice are to be converted, the holder is entitled to receive, at the expense of the company, a new certificate representing the common shares which are not to be converted.

3.3.3 At the time of any conversion of common shares under this subsection 3.3., the Company must, without cost to the holder, issue, deliver or cause to be delivered to the holder of the common shares so converted, one or more certificates issued in his name or in any other name which may be indicated to the Company by such holder, and representing the number of fully-paid subordinate shares to which the holder shall be entitled pursuant to the conversion. This conversion shall be deemed to have been made at the close of business on the date on which the certificates representing the common shares to be converted shall have been remitted for purposes of exchange, such that the rights of a holder of common shares, as a holder of such common shares, shall cease at that time, subject to the provisions of paragraph 3.3.4, and such that the person being entitled to receive the subordinate shares pursuant to this conversion be considered, for all purposes, as having become the registered holder of these subordinate shares on this date subject to the provisions of paragraph 3.3.4.

3.3.4 The register holder of common shares on a date of reference chosen by the Company in order to determine the holders of common shares being entitled to receive a declared dividend on such common shares shall be entitled to receive such dividend notwithstanding the fact that the common shares which he holds are converted to for subordinate shares in accordance with the aforesaid terms and conditions after such date of reference but before the date of payment of such dividend. In addition, the holder of subordinate shares issued pursuant to the conversion shall rank equally with the registered holders of any other subordinate share in respect of all the declared dividends payable to the holders of the subordinate shares registered as such on a given date of reference, if such date of reference is subsequent to the date of conversion.

3.3.5 The common shares converted to subordinate shares shall become issued subordinate shares as fully paid and non-assessable which shall have the rights attaching to subordinate shares.

3.3.6 At the time of a conversion of common shares to subordinate shares, the issued and paid-up share capital account maintained for the common shares shall be reduced and the issued and paid-up share capital account maintained for the subordinate shares shall be increased, by an amount equal to the result obtained by dividing i) the product obtained by multiplying the amount of the issued and paid-up share capital ascribed to the common shares by the number of common shares so converted, by ii)

the total number of outstanding common shares immediately prior to such conversion.

3.4 **Liquidation and dissolution**

Upon the liquidation or dissolution of the Company, whether voluntary or forced, or any other distribution of the assets of the Company among its shareholders for the purpose of winding-up its affairs, the holders of the common shares shall be entitled to receive, after payment by the Company to the holders of the preferred shares and to the holders of any other class of shares ranking prior to the common shares in respect of the distribution of the assets of the Company upon liquidation or dissolution, share for share and without preference or distinction with the holders of subordinate shares, the remainder of the property of the Company.

3.5 **Subdivision and consolidation**

No subdivision or consolidation of the subordinate shares or common shares shall be effected unless, at the same time, the subordinate shares and common shares, as the case may be, are subdivided or consolidated in the same manner and, in such an event, the rights, privileges, conditions and restrictions then attaching to the subordinate shares and to the common shares shall also be attaching to the subordinate shares and to the common shares as subdivided or consolidated.

3.6 **Rank of common shares**

Except as otherwise provided in sections 3, 4 and 6, the common shares and subordinate shares shall have the same rights, shall be equal in all respects and shall be treated by the Company as if they were shares of one and the same class.

ARTICLE 4

CLASS B SUBORDINATE VOTING SHARES

The rights, privileges, conditions and restrictions attaching to the subordinate shares are the following:

4.1 **Voting rights**

The holders of the subordinate shares shall be entitled to receive the notices of meetings and to assist and to vote at all the meetings of the shareholders of the Company, whether annual or special, except as otherwise provided herein. Each subordinate share confers on its holder the right to one vote at any meeting of shareholders except those at which only the holders of a given class of shares or series are entitled to vote pursuant to the

provisions of the Companies Act (Québec) or pursuant to the attributes attaching to such class or series.

4.2 Dividends

4.2.1 Subject to the prior rights of the holders of preferred shares and shares of any other class ranking prior to the subordinate shares in respect of dividends, and subject to the rights of the holders of common shares hereinafter described, the holders of subordinate shares shall be entitled to receive the dividends which the Board of Directors of the Company shall declare and pay on the subordinate shares, at the time and according to the terms and conditions determined by the Board of Directors of the Company, out of the funds of the Company properly applicable to the payment of dividends.

4.2.2 The cheques of the Company or of its agent authorized for this purpose, drawn from a bank designated in Schedule A or in Schedule B of the *Bank Act* (Canada) and payable at any branch of such bank in Canada, shall be issued in respect of these dividends to the holders of subordinate shares being entitled thereto. The mailing of these cheques shall exempt the Company from any responsibility with respect to such dividends up to the amount of the sums represented thereon, unless these cheques are not paid upon presentation duly made.

4.2.3 No dividend may be declared and paid on subordinate shares unless a dividend of an equal amount per share is declared and paid at the same time on the outstanding common shares.

4.3 Liquidation and dissolution

Upon the liquidation or dissolution of the Company, whether voluntary or forced, or any other distribution of the assets of the Company among its shareholders for the purpose of winding up its affairs, the holders of subordinate shares shall be entitled to receive, after payment by the Company to the holders of preferred shares and to the holders of any other class of shares ranking prior to the subordinate shares in respect of the distribution of the assets of the Company upon liquidation or dissolution, share for share and without preference or distinction with the holders of subordinate shares, the remainder of the property of the Company.

4.4 Right of conversion

4.4.1 Subject to the provisions of this subsection 4.4, if an Offer is made, each subordinate share be converted, as of and from the Date of the Offer, at the option of the holder, for one common share, but only for the purposes of allowing such holder to accept the Offer. The exercise of this right of conversion is subject to the acceptance of the Offer by the Majority Group, this acceptance constituting a suspensive condition to the conversion.

4.4.2 The right of conversion of the subordinate shares provided in paragraph 4.4.1 may be exercised by written notice sent to the Company, at its head office, or to the Transfer Agent for the subordinate shares, at any office of the Transfer Agent at which a transfer of the subordinate shares may be registered and such notice shall be made together with the certificate or certificates representing the subordinate shares which the holder desires to convert to common shares. Such notice shall be executed by the holder or his duly authorized representative and specify the number of subordinate shares which the holder desires to convert to common shares. If part only of the subordinate shares represented by a certificate accompanying the notice are to be converted, the holder shall be entitled to receive, at the expense of the Company, a new certificate representing the subordinate shares represented by the certificate forwarded as mentioned hereinabove and which are not to be converted.

4.4.3 The fact that a holder of subordinate shares gives the notice of conversion set forth in paragraph 4.4.2 constitutes the Transfer Agent as the agent of such holder for the purposes of the Offer and for the purposes of doing all things to perfect the acceptance of the Offer on behalf of such holder, subject, however, to the provisions of subparagraph 4.4.11. The execution and delivery in due form to the Transfer Agent by a holder of subordinate shares or his duly authorized representative of any form of acceptance provided with the Offer, accompanied by the certificate or the certificates representing such subordinate shares, shall be deemed to constitute the remittance by such holder to the Transfer Agent of the notice of conversion.

4.4.4 Upon any conversion of subordinate shares by a holder under paragraph 4.4.1, the Company will cause the Transfer Agent to issue in the name of such Transfer Agent, as agent of the holders having chosen to exercise the right of conversion, a certificate representing the common shares resulting from such conversion.

4.4.5 The right of the holder of subordinate shares to convert its subordinate shares to common shares pursuant to paragraph 4.4.1 shall be deemed to have been exercised, and the holder of subordinate shares which are to be converted shall be deemed to have become a holder of common shares for purposes of the Offer, on the date or dates of delivery of the certificate or the certificates representing subordinate shares which are to be converted, accompanied by the written notice mentioned in paragraph 4.4.2, notwithstanding any delay in the issuance of the certificate or certificates representing the common shares to which such subordinate shares have been converted for the purposes of the Offer, subject to the other provisions of subsection 4.4.

4.4.6 Following the issuance of a certificate for common shares in the name of the Transfer Agent as agent of any holder, as provided in paragraph 4.4.4, the Transfer Agent, in its discretion or, as the case may be, in accordance with the written instructions of such holder, shall do all things necessary in order to perfect

the acceptance of the Offer on behalf of such holder, including the filing of such certificate and of any other document required, with the depository under the Offer. In this respect, the Transfer Agent may, in its discretion, indicate a notice on any such certificate and attach thereto a written notice to the effect that the common shares represented by such certificate are subject to certain restrictions and conditions set forth in paragraphs 4.4.7, 4.4.8 and 4.4.9 below.

4.4.7 Notwithstanding the provisions of paragraphs 4.4.1 to 4.4.6 above, if no later than the expiry date of any Offer, the Transfer Agent receives from the Majority Group a written notice to the effect that the Majority Group has not accepted and will not accept the Offer,

- a) the right of conversion provided for in paragraph 4.4.1 shall then be deemed never to have been exercised;
- b) the Transfer Agent shall then cease to be the agent of the holders of the subordinate shares for the purposes of accepting the Offer;
- c) the subordinate shares converted to common shares on such date or prior to such date shall be deemed never to have been so converted and to have always remained subordinated shares, including the shares which the Offeror shall have taken delivery of and shall have paid for pursuant to the terms of the Offer; and
- d) the Company shall cause the Transfer Agent to do all things necessary in order that each of the holders of subordinate shares deemed never to have been converted receives one or more certificates representing such subordinate shares and record the necessary entries in the registers of the Company in order to give effect to the foregoing.

4.4.8 With respect to any Offer, if the Offeror, for whatever reason, does not take delivery of the shares contemplated by the Offer and does not pay their price, or if the Offeror takes delivery of only a reduced number of shares tendered for purposes of accepting the Offer and pays only for such reduced number of shares, in such event, notwithstanding the provisions of paragraphs 4.4.1 to 4.4.6,

- a) the subordinate shares converted to common shares for the purposes of the Offer and which are not so taken up and paid for shall be deemed never to have been converted to common shares and to have always remained subordinated shares, and
- b) the Company shall cause that Transfer Agent to do all things necessary in order that each of the holders of the subordinate shares deemed never to have been converted

receives one or more certificates representing such subordinate shares and shall record the necessary entries in the register of the Company in order to give effect to the foregoing.

4.4.9 With respect to any Offer, the common shares resulting from the conversion of subordinate shares for the purposes of accepting the Offer shall entitle their holders to one vote per share, notwithstanding the provisions of subsection 3.1, and shall be deemed to be subordinate shares, notwithstanding the conversion, with respect to the rights of the holders thereof to receive any dividend paid on the shares of the Company, until the date at which the Offerer shall have taken delivery thereof and paid their price pursuant to the terms of the Offer or, as the case may be, beyond such date in the case of subordinate shares taken up and paid for but for which the provisions of paragraph 4.4.7 shall apply.

4.4.10 Any payment of the price of shares received from an Offeror by the Transfer Agent as agent of the holders of the subordinate shares shall be paid by the Transfer Agent to each of such holders in accordance with the number of subordinate shares held by it immediately prior to the conversion and which are so paid.

4.4.11 A holder of subordinate shares shall be entitled to give to the Transfer Agent, acting as its agent, any written instructions in relation to the exercise of any right of such holder pursuant to the Offer, including the right to revoke any tender of securities in response to the Offer, as the case may be, and the right to accept or to refuse any subsequent Offer made after a first Offer has been initiated.

4.4.12 As soon as possible after the Date of the Offer, the Transfer Agent shall give a written notice to the holders of the subordinate shares outlining in substance the provisions set forth in article 2 and in paragraphs 4.4.1 to 4.4.12, such notice being accompanied by any other document or form which the Company or the Transfer Agent shall deem, in its discretion, to be useful or necessary in order to allow the holders of subordinate shares to exercise their rights pursuant to such provisions.

4.4.13 The subordinate shares converted to common shares, other than those deemed never to have been converted pursuant to the provisions of paragraphs 4.4.7. or 4.4.8, shall become issued common shares which shall have the rights attaching to common shares issued as fully paid and non-assessable, subject to the provisions of paragraph 4.4.9.

4.4.14 Upon a conversion of subordinate shares to common shares, the issued and paid-up share capital account maintained for the subordinate shares shall be reduced, and the issued and paid-up share capital account maintained for the common shares shall be increased by an amount equal to the result obtained by dividing i) the product obtained by multiplying the amount of the issued and

paid-up share capital account ascribed to the subordinate shares by the number of subordinate shares so converted, by ii) the total number of subordinate shares issued and outstanding immediately prior to such conversion.

4.4.15 All the costs and expenses incurred by the Transfer Agent for the implementation and the administration of the foregoing provisions shall be paid by the Company.

4.5 Subdivision and consolidation

No subdivision or consolidation of the subordinate shares or the common shares shall be effected unless, at the same time, the common shares or the subordinate shares, as the case may be, are subdivided or consolidated in the same manner and, in such an event, the rights, privileges, conditions, and restrictions then attaching to the subordinate shares and to the common shares shall also be attaching to the subordinate shares and to the common shares as subdivided or consolidated.

4.6 Ranking of the subordinate shares

Except as otherwise provided in sections 3, 4 and 6, the subordinate shares and the common shares shall have the same rights, shall be equal in all respects and shall be treated by the Company as if they were shares of one and the same class.

ARTICLE 5

PREFERRED SHARES

The rights, privileges, conditions and restrictions attaching to the preferred shares as a class are the following:

5.1 Issuable in series

5.1.1 Subject to the provisions of the Companies Act (Québec) the preferred shares may, at any time, be issued in one or more series. The Board of Directors of the Company shall, when it deems appropriate, but prior to their issuance, fix the number, limited or unlimited, as well as the designation of the shares of each series of preferred shares, as well as the rights, privileges, conditions, and restrictions attaching to the shares of each series of preferred shares, including, without limiting the application of the foregoing

- a) the rate and the amount of the dividends, cumulative or non-cumulative, the date and place for the payment of such dividends, as well as the date from which such dividends shall accrue,

- b) the rate or the amount of the premium which may be paid to the holders thereof in the event of purchase or redemption, as well as the date from which the shares of a series shall be redeemed and the method the shares may be purchased or redeemed,
- c) the terms and conditions of any plan to redeem shares with respect to one or more series,
- d) the terms and conditions with respect to any sinking fund created for the benefit of the holders of shares of one or more series,
- e) the designation of the shares of a given series, and
- f) the rights of exchange of shares of a given series into shares of any other series or of another class of shares of the share capital of the Company.

5.1.2 The rights, privileges, conditions and restrictions attaching to each series of preferred shares shall be determined, for each series, by by-law adopted by the Board of Directors of the Company which shall have the option to create such series prior to the issuance of any preferred share of such series so created. The issuance of shares of a given series of preferred shares shall not be effected until after the adoption of such by-law and after the obtaining of a certificate of amendment attesting to the amendment creating such series. Such by-law of the Board of Directors of the Company shall not require the approval of the shareholders.

5.1.3. Notwithstanding any other provisions herein, when amounts payable as dividends, repayment of capital or premium are not paid in full, the shares of all series of preferred shares shall participate in the amount payable proportionately to the sums payable on a payment in full.

5.2 Voting rights

Subject to the provisions of the Companies Act (Québec) and of section 5 hereof, the holders of preferred shares as a class, shall not, as such, be entitled to receive notices of meetings or to assist or to vote at any of the meetings of the shareholders of the Company, whether annual or special.

5.3 Ranking of the preferred shares in regard to dividends

The preferred shares, as a class, shall rank, with respect to payment, as the case may be, of any accrued cumulative dividend and of any declared dividend remaining unpaid at the time of the distribution upon liquidation or dissolution of the Company, prior to subordinate shares, prior to common shares, and prior to shares of any other class ranking after the preferred shares.

5.4 Ranking of preferred shares upon liquidation or dissolution

Upon the liquidation or dissolution of the Company, whether voluntary or forced, or any other distribution of the assets of the Company among its shareholders for the purpose of winding up its affairs, the holders of preferred shares, as a class, shall rank in regard to the amount which is payable to them upon such distribution, liquidation or dissolution, in accordance with the rights then established in the articles of the Company or pursuant to such articles prior to any distribution of the assets of the Company among the holders of subordinate shares, common shares and shares of any other class ranking after preferred shares in regard to the distribution of assets of the Company upon liquidation or dissolution. The preferred shares shall not confer on their holders any other right to participate further in the profits or assets of the Company.

5.5 Amendment to preferred shares

In the event that there are outstanding preferred shares, the Company shall not, save with the approval of the holders of the preferred shares provided in the manner mentioned hereinafter:

5.5.1 revoke, amend, or otherwise change any of the provisions contained in this article 5;

5.5.2 change the authorized maximum number, if one exists, of preferred shares or increase the maximum number of authorized shares of another class conferring rights or privileges ranking equal to or prior to the preferred shares;

5.5.3 exchange, convert, reclassify, or cancel, save in the event of redemption or purchase by the Company, in accordance with the Companies Act (Québec) or the provisions hereunder, all or part of the preferred shares;

5.5.4 increase, amend or delete the rights, privileges, restrictions or conditions conferred on preferred shares, notably,

- a) by deleting or amending any existing right to accrued or cumulative dividends, if any,
- b) by increasing, deleting or amending any existing right or privilege of redemption or purchase, if any,
- c) by reducing or deleting a right in respect to dividends or liquidation, or
- d) by increasing, deleting or amending rights of conversion or exchange, options, voting rights, transfer, preemption or acquisition of other securities or provisions relating to sinking funds, if any exist;

5.5.5 increase the rights or privileges of the shares of another class, conferring rights or privileges ranking equal or prior to those of preferred shares;

5.5.6 create a new class of shares conferring rights or privileges ranking equal or prior to those of preferred shares;

5.5.7 make ranking equal or prior to the preferred shares, the shares of a class conferring rights or privileges ranking after the preferred shares;

5.5.8 exchange all or part of the shares of another class for preferred shares or create a right for such purpose; or

5.5.9 impose restrictions on the issuance or transfer of preferred shares or increase or delete such restrictions.

5.6 **Approval of the class**

Any approval of the holders of the preferred shares mentioned above shall be deemed to have been duly and sufficiently given if it is provided in a resolution adopted by at least two-thirds (2/3) of the votes cast at a special meeting of the holders of preferred shares called for this purpose by prior notice of at least twenty-one (21) days and at which meeting the holders of at least twenty percent (20%) of the outstanding preferred shares are present in person or represented by proxy, thereby constituting quorum. If the holders of at least twenty percent (20%) of the outstanding preferred shares are not present or represented by proxy thirty (30) minutes after the hour fixed for the meeting, the meeting shall be adjourned to a date at least five (5) days later. At such adjourned meeting, the holders of preferred shares present in person or represented by proxy, shall transact the business for which the meeting was initially called and a resolution adopted at this meeting by at least two-thirds (2/3) of the votes cast shall constitute the approval of the holders of preferred shares mentioned above for the purpose of this article 5, whether the quorum mentioned above is present or not at the time of such adjourned meeting. The procedure provided in this subsection 5.6 replaces any compromise or arrangement and allows, subject to the adherence to the provisions of subsection 5.7, the filing of articles of amendment for the purpose of amending the articles as approved without it being necessary to have recourse to any other formality provided in the Companies Act (Québec) and regarding compromise or arrangement.

5.7 **Approval of the series**

In the event that the proposed amendment shall affect the rights of the holders of preferred shares of a particular series in a manner or to an extent substantially different from that which affects the rights of the holders of preferred shares of other series, this amendment shall then, in addition to being approved by the holders of preferred shares voting as a class, as provided above, be

approved in the same manner by the holders of preferred shares of such series, voting separately as a series.

5.8 Other terms and conditions

The Board of Directors of the Company may, upon the creation of a series of preferred shares, confer on such series any other right, privilege, condition and restriction which it shall deem appropriate, and which shall be in accordance with the rights, privileges, conditions and restrictions attaching to all the preferred shares, as a class.

ARTICLE 6

AMENDMENT OF ARTICLES

6.1 Amendments not affecting common or subordinate shares

Any amendment to the articles of the Company any effect of which is to increase, remove or amend any of the rights, privileges, conditions or restrictions attaching to the common shares or the subordinate shares, respectively, including the conversion or the redesignation of shares of either of such classes into one or more other classes of shares of the Company, shall be authorized by resolution adopted by the holders of common shares and the holder of subordinate shares at a meeting of the holders of common shares and subordinate shares held for such purpose by at least two-thirds (2/3) of the votes cast at such meeting.

6.2 Amendments affecting common and subordinate shares

Any amendment to the articles of the Company described in subsection 6.1 affecting the holders of common shares and the holders of subordinate shares, as the case may be, in a manner or to an extent different between both classes and affecting negatively the rights of the holders of one of such classes, shall, in addition, be approved by the holders of the class which is so affected by resolution adopted separately by the holders of the shares of the class so affected.

6.3. Separate resolutions

Any approval of the holders of any class of shares required pursuant to the provisions of subsection 6.2 shall be deemed to have been duly given, if it is contained in a resolution adopted by at least two-thirds (2/3) of the votes cast at a special meeting of the holders of the shares of such class, called for such purpose by a prior notice of at least twenty-one (21) days, which meeting can be held concurrently with any other meeting of the shareholders of the Company, and at which meeting the holders of at least twenty percent (20%) of the outstanding shares of such class are present in person or represented by proxy, thereby constituting quorum. In

the event that the holders of at least twenty percent (20%) of the outstanding shares of such class are not present or represented by proxy thirty (30) minutes after the hour fixed for the meeting, the meeting shall be adjourned to a date at least five (5) days later. At such adjourned meeting, the holders of shares of such class present in person or represented by proxy, shall transact the business for which the meeting was initially called and a resolution adopted at this meeting by at least two-thirds (2/3) of the votes cast shall constitute approval of the holders of such class of shares mentioned above for the purposes of subsection 6.2, whether the quorum referred to above is present or not at the time of this adjourned meeting. Any approval given in accordance with the provisions of subsection 6.2 shall bind all the holders of such class of shares.

6.4 **Effect of the approval**

The procedure provided in this article 6 shall replace the compromise or arrangement and permits the filing of articles of amendment for the purpose of amending the articles as approved without it being necessary to have recourse to any other formality provided in the Companies Act (Québec) with respect to a compromise or arrangement.

CERTIFICAT DE MODIFICATION

Loi sur les compagnies, Partie IA
(L.R.Q., chap. C-38)

J'atteste par les présentes que la compagnie

THERATECHNOLOGIES INC.

a modifié ses statuts le **26 MARS 1997**, en vertu de la partie IA de la Loi sur les compagnies, tel qu'indiqué dans les statuts de modification ci-joints.

Déposé au registre le 1er avril 1997
sous le matricule 1142237016



Gouvernement
du Québec
L'inspecteur
général des
institutions
financières



Inspecteur général des institutions financières

Formulaire 5
STATUTS DE MODIFICATION
Loi sur les compagnies, L.R.Q., c. C-38
Partie 1A

1 Dénomination sociale THERATECHNOLOGIES INC.	
2 <input type="checkbox"/> Requête présentée en vertu de l'article 123.140 et suivants de la Loi sur les compagnies	
3 Les statuts de la compagnie sont modifiés de la façon suivante: Le supplément 1 ci-joint fait partie intégrante du présent formulaire pour valoir comme si récépissé au long.	
4 Date d'entrée en vigueur, si différente de la date du dépôt (voir directives) S/O	5 Dénomination sociale (ou numéro matricule) antérieure à la modification, si différente de celle mentionnée à la case 1 S/O

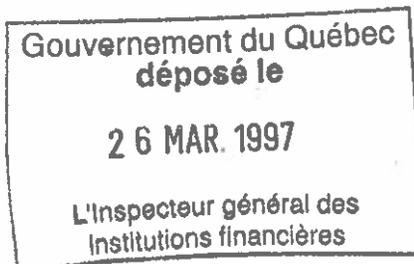
Si l'espace est insuffisant, joindre une annexe en deux (2) exemplaires

Signature de
l'administrateur autorisé _____

J. Sanson

Réservé à l'administration

C-216 (Rev.06-95)



SUPPLÉMENT 1

STATUTS DE MODIFICATION DE THERATECHNOLOGIES INC.

1. Afin d'annuler les actions de catégorie A, sans valeur nominale du capital-actions de la compagnie, de modifier certains droits, privilèges, conditions et restrictions afférents aux actions subalternes de catégorie B comportant droit de vote, sans valeur nominale du capital-actions de la compagnie, de redésigner les actions subalternes de catégorie B comportant droit de vote, sans valeur nominale, du capital-actions de la compagnie en actions ordinaires et de modifier certaines autres dispositions des statuts de modification joints au certificat de modification daté du 6 décembre 1993, l'article 5 des statuts de constitution de la compagnie est modifié comme suit :

- a) en remplaçant l'article 1 du Supplément 1 des statuts de modification joints au certificat de modification daté du 6 décembre 1993 par le suivant :

«ARTICLE 1

CAPITAL-ACTIONS AUTORISÉ

La compagnie est autorisée à émettre les actions suivantes :

- a) un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale, (les «actions ordinaires»); et
- b) un nombre illimité d'actions privilégiées, sans valeur nominale, pouvant être émises en une ou plusieurs séries (les «actions privilégiées»);
- b) en supprimant l'article 2 du Supplément 1 des statuts de modification joints au certificat de modification daté du 6 décembre 1993;
- c) en supprimant l'article 3 du Supplément 1 des statuts de modification joints au certificat de modification daté du 6 décembre 1993;
- d) en remplaçant l'article 4 du Supplément 1 des statuts de modification joints au certificat de modification daté du 6 décembre 1993 par le suivant :

«ARTICLE 2

ACTIONS ORDINAIRES

Les droits, privilèges, conditions et restrictions afférents aux actions ordinaires sont les suivants :

2.1 Droit de vote.

Les détenteurs d'actions ordinaires ont droit de recevoir les avis de convocation et d'assister

et de voter à toutes les assemblées d'actionnaires de la compagnie, annuelles ou spéciales, sauf tel qu'autrement prévu aux présentes. Chaque action ordinaire confère à son détenteur le droit à un vote lors de toute assemblée d'actionnaires sauf celles auxquelles les détenteurs d'actions d'une catégorie ou d'une série donnée ont seuls le droit de voter en raison des dispositions de la loi ou des attributs afférents à cette catégorie ou série.

2.2 Dividendes.

2.2.1 Sous réserve des droits prioritaires des détenteurs d'actions privilégiées et d'actions de toute autre catégorie prenant rang avant les actions ordinaires en matière de dividendes, les détenteurs d'actions ordinaires ont le droit de recevoir les dividendes que le conseil d'administration de la compagnie peut déclarer et payer sur les actions ordinaires au moment et selon les modalités déterminés par le conseil d'administration de la compagnie, à même les fonds de la compagnie disponibles à bon droit au paiement de dividendes.

2.2.2 Des chèques de la compagnie ou de son agent mandaté à cette fin, tirés sur une banque désignée à l'annexe A ou à l'annexe B de la *Loi sur les banques* (Canada) et payables à toute succursale de cette banque au Canada, seront émis relativement à ces dividendes aux détenteurs d'actions ordinaires y ayant droit. La mise à la poste de ces chèques libérera la compagnie de toute responsabilité relative à ces dividendes jusqu'à concurrence des sommes qui y sont représentées, à moins que ces chèques ne soient pas payés sur présentation dûment faite.

2.3 Liquidation et dissolution.

Dans le cas de liquidation ou de dissolution de la compagnie, de manière volontaire ou forcée, ou de toute autre distribution de l'actif de la compagnie entre ses actionnaires aux fins de liquider ses affaires, les détenteurs d'actions ordinaires ont le droit de recevoir, après paiement par la compagnie aux détenteurs d'actions privilégiées et aux détenteurs d'actions de toute autre catégorie prenant rang avant les actions ordinaires relativement à la distribution de l'actif de la compagnie en cas de liquidation ou dissolution, le reliquat des biens de la compagnie, sans préférence ni distinction.»;

e) en remplaçant l'article 5 du Supplément 1 des statuts de modification joints au certificat de modification daté du 6 décembre 1993 par le suivant :

«ARTICLE 3

ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Les droits, privilèges, conditions et restrictions afférents aux actions privilégiées, en tant que catégorie, sont les suivants :

3.1 Émission en séries.

3.1.1 Sous réserve des dispositions de la loi, les actions privilégiées peuvent, en tout temps, être émises en une ou plusieurs séries. Le conseil d'administration de la compagnie pourra, lorsqu'il le jugera opportun, mais avant leur émission, déterminer le nombre, limité ou illimité, et la désignation des actions de chaque série d'actions privilégiées, ainsi que les

droits, privilèges, conditions et restrictions afférents aux actions de chaque série d'actions privilégiées, y compris, sans restreindre la portée de ce qui précède

- a) le taux et le montant des dividendes, cumulatifs ou non cumulatifs, les date et lieu pour le paiement de ces dividendes, ainsi que la date à compter de laquelle ces dividendes commencent à courir,
- b) le taux ou le montant de la prime qui pourra être versée à leurs détenteurs respectifs en cas d'achat ou de rachat, ainsi que la date à compter de laquelle les actions d'une série pourront faire l'objet d'un rachat, de même que le mode d'achat ou de rachat,
- c) les modalités d'un programme de rachat d'actions relatif à une ou plusieurs séries,
- d) les modalités relatives à un fonds d'amortissement constitué pour le bénéfice des détenteurs d'actions d'une ou de plusieurs séries,
- e) la désignation des actions d'une série donnée, et
- f) les privilèges d'échange d'actions d'une série donnée en actions de toute autre série ou d'une autre catégorie d'actions du capital-actions de la compagnie.

3.1.2 Les droits, privilèges, conditions et restrictions rattachés à chaque série d'actions privilégiées seront déterminés, pour chaque série, par règlement adopté par le conseil d'administration de la compagnie qui aura la faculté de créer de telles séries avant l'émission de toute action privilégiée d'une telle série ainsi créée. L'émission d'actions d'une série donnée d'actions privilégiées ne pourra avoir lieu qu'après l'adoption d'un tel règlement et qu'après l'obtention d'un certificat de modification attestant la modification ayant pour objet la création d'une telle série. Un tel règlement du conseil d'administration de la compagnie ne requiert pas l'approbation des actionnaires.

3.1.3 Nonobstant toute autre disposition des présentes, lorsque des montants payables au titre de dividendes, remboursement de capital ou prime sur remboursement de capital, ne sont pas acquittés en entier, les actions de toute série d'actions privilégiées participent aux montants payables proportionnellement aux sommes qui seraient payables au cas de paiement intégral.

3.2 Droit de vote.

Sous réserve des dispositions de la loi et de celles du présent article 3, les détenteurs d'actions privilégiées, en tant que catégorie, n'ont, à ce titre, pas droit de recevoir les avis de convocation, ni d'assister ou de voter à toutes les assemblées d'actionnaires de la compagnie, annuelles ou spéciales.

3.3 Rang des actions privilégiées en matière de dividendes.

Les actions privilégiées, en tant que catégorie, prennent rang quant au versement, selon le cas, de tout dividende cumulatif accumulé et de tout dividende déclaré mais demeuré impayé au moment de la distribution en cas de liquidation ou de dissolution de la compagnie, avant les actions ordinaires et avant les actions de toute autre catégorie.

3.4 Rang des actions privilégiées en cas de liquidation ou de dissolution.

Dans le cas de liquidation ou de dissolution de la compagnie, de manière volontaire ou forcée, ou de toute autre distribution de l'actif de la compagnie entre ses actionnaires aux fins de liquider ses affaires, les détenteurs d'actions privilégiées, en tant que catégorie, prennent rang quant au montant qui leur est payable lors de cette distribution, liquidation ou dissolution, selon les droits alors établis dans les statuts de la compagnie ou en vertu de ces statuts avant toute distribution de l'actif de la compagnie entre les détenteurs d'actions ordinaires et d'actions de toute autre catégorie prenant rang après les actions privilégiées relativement à la distribution de l'actif de la compagnie en cas de liquidation ou de dissolution. Les actions privilégiées ne conféreront à leurs détenteurs aucun autre droit de participer davantage aux profits ou à l'actif de la compagnie.

3.5 Modification aux actions privilégiées.

Lorsqu'il y aura des actions privilégiées en circulation, la compagnie ne pourra, sauf avec l'approbation des détenteurs des actions privilégiées donnée de la manière ci-après mentionnée :

3.5.1 révoquer, modifier, ou autrement changer aucune des dispositions contenues dans le présent article 3;

3.5.2 changer le nombre maximal, s'il en est un, autorisé d'actions privilégiées ou augmenter le nombre maximal d'actions autorisées d'une autre catégorie conférant des droits ou des privilèges égaux ou supérieurs aux actions privilégiées;

3.5.3 faire échanger, convertir, reclasser ou annuler, sauf en cas de rachat ou d'achat par la compagnie, conformément à la loi ou aux dispositions des présentes, la totalité ou une partie des actions privilégiées;

3.5.4 étendre, modifier ou supprimer les droits, privilèges, restrictions ou conditions dont sont assorties les actions privilégiées, notamment,

- a) en supprimant ou modifiant le droit aux dividendes accumulés ou cumulatifs, s'il en est,
- b) en étendant, supprimant ou modifiant les droits ou privilèges de rachat ou de retrait, s'il en est,
- c) en réduisant ou supprimant une préférence en matière de dividendes ou de liquidation, ou
- d) en étendant, supprimant ou modifiant les privilèges de conversion ou d'échange, options, droits de vote, de transfert, de préemption ou d'acquisition d'autres valeurs mobilières ou des dispositions en matière de fonds d'amortissement, s'il en est;

3.5.5 accroître les droits ou privilèges des actions d'une autre catégorie, conférant des droits ou des privilèges égaux ou supérieurs à ceux des actions privilégiées;

3.5.6 créer une nouvelle catégorie d'actions conférant des droits ou des privilèges égaux ou supérieurs à ceux des actions privilégiées;

3.5.7 rendre égal ou supérieur aux actions privilégiées, les actions d'une catégorie conférant des droits ou des privilèges inférieurs;

3.5.8 faire échanger la totalité ou une partie des actions d'une autre catégorie pour des actions privilégiées ou créer un droit à cette fin; ou

3.5.9 faire porter des restrictions à l'émission ou au transfert des actions privilégiées ou accroître ou supprimer ces restrictions.

3.6 Approbation de la catégorie.

Toute approbation des détenteurs d'actions privilégiées ci-dessus mentionnée sera réputée avoir été dûment donnée si elle est contenue dans une résolution adoptée par au moins les deux tiers (2/3) des voix exprimées à une assemblée spéciale des détenteurs des actions privilégiées convoquée à cette fin par préavis d'au moins vingt et un (21) jours et à laquelle assemblée les détenteurs d'au moins vingt pour cent (20%) des actions privilégiées en circulation sont présents en personne ou représentés par procuration, constituant alors le quorum. Si les détenteurs d'au moins vingt pour cent (20%) des actions privilégiées en circulation ne sont pas présents ou représentés par procuration trente (30) minutes après l'heure fixée pour l'assemblée, l'assemblée sera ajournée à une date ultérieure d'au moins cinq (5) jours. À une telle assemblée ajournée, les détenteurs des actions privilégiées présents en personne ou représentés par procuration, pourront y transiger les affaires pour lesquelles l'assemblée était initialement convoquée et une résolution adoptée à cette assemblée par au moins les deux tiers (2/3) des voix exprimées constituera l'approbation des détenteurs d'actions privilégiées mentionnée ci-haut aux fins de l'article 3, que le quorum dont il est question plus haut soit présent ou non lors de cette assemblée ajournée. La procédure prévue au présent paragraphe 3.6 tient lieu de compromis ou d'arrangement et permet, sous réserve du respect des dispositions du paragraphe 3.7, le dépôt de statuts de modification visant une modification des statuts telle qu'approuvée sans qu'il soit nécessaire de recourir à toute autre formalité prévue à la loi et relative au compromis ou à un arrangement.

3.7 Approbation de la série.

Si la modification proposée devait affecter les droits des détenteurs d'actions privilégiées d'une série particulière d'une manière ou dans une mesure sensiblement différente de celle qui affecte les droits de détenteurs d'actions privilégiées des autres séries, cette modification devra alors, en plus d'être approuvée par les détenteurs d'actions privilégiées votant en tant que catégorie, tel que prévu ci-haut, être approuvée de la même manière, par les détenteurs des actions privilégiées de cette série, votant séparément en tant que série.

3.8 Autres modalités.

Le conseil d'administration de la compagnie pourra, lors de la création d'une série d'actions privilégiées, conférer à cette série tout autre droit, privilège, condition et restriction qu'il jugera approprié, et qui est conforme aux droits, privilèges, conditions et restrictions afférents à l'ensemble des actions privilégiées, en tant que catégorie.»

- f) en remplaçant l'article 6 du Supplément 1 des statuts de modification joints au certificat de modification daté du 6 décembre 1993 par le suivant :

«ARTICLE 4

MODIFICATION DES STATUTS

4.1 Modifications.

Toute modification aux statuts de la compagnie ayant pour effet d'étendre, d'enlever ou de modifier l'un ou l'autre des droits, privilèges, conditions ou restrictions afférents aux actions ordinaires, y compris la conversion ou le reclassement d'actions ordinaires en une ou plusieurs autres catégories d'actions de la compagnie, doit être autorisée par voie de résolution adoptée par les détenteurs d'actions ordinaires lors d'une assemblée des détenteurs d'actions ordinaires tenue à cette fin par au moins les deux tiers (2/3) des voix exprimées à cette assemblée.

4.2 Résolutions.

Toute approbation des détenteurs d'actions ordinaires requise en vertu des dispositions du paragraphe 4.1 sera réputée avoir été dûment donnée, si elle est contenue dans une résolution adoptée par au moins les deux tiers (2/3) des voix exprimées à une assemblée spéciale des détenteurs d'actions ordinaires, convoquée à cette fin par préavis d'au moins vingt et un (21) jours laquelle assemblée pourra être tenue concurremment à toute autre assemblée des actionnaires de la compagnie, et à laquelle assemblée les détenteurs d'au moins vingt pour cent (20%) des actions ordinaires en circulation sont présents en personne ou représentés par procuration, constituant alors le quorum. Si les détenteurs d'au moins vingt pour cent (20%) des actions ordinaires en circulation ne sont pas présents ou représentés par procuration trente (30) minutes après l'heure fixée pour l'assemblée, l'assemblée sera ajournée à une date ultérieure d'au moins cinq (5) jours. À une telle assemblée ajournée, les détenteurs des actions ordinaires présents en personne ou représentés par procuration, pourront y transiger les affaires pour lesquelles l'assemblée était initialement convoquée et une résolution adoptée à cette assemblée par au moins les deux tiers (2/3) des voix exprimées constituera l'approbation des détenteurs d'actions ordinaires mentionnée ci-haut aux fins du paragraphe 4.1, que le quorum dont il est question plus haut soit présent ou non lors de cette assemblée ajournée. Toute approbation donnée conformément aux dispositions de ce paragraphe 4.2 liera tous les détenteurs d'actions ordinaires.

4.3 Effet de l'approbation.

La procédure prévue au présent article 4 tient lieu de compromis ou d'arrangement et permet le dépôt de statuts de modification visant une modification des statuts telle qu'approuvée sans qu'il soit nécessaire de recourir à toute autre formalité prévue à la loi et relative au compromis ou à un arrangement.»

2. Les actions de catégorie A, sans valeur nominale, du capital-actions de la compagnie actuellement autorisées aux termes des statuts de modification joints au certificat de modification daté du 6 décembre 1993 sont annulées.

3. **Toutes les actions subalternes de catégorie B comportant droit de vote, sans valeur nominale, du capital-actions de la compagnie émises et en circulation au moment de l'émission du certificat de modification attestant les présents statuts de modification, sont redésignées actions ordinaires et tous les certificats d'actions représentant les actions subalternes de catégorie B comportant droit de vote, sans valeur nominale, du capital-actions de la compagnie émises et en circulation au moment de l'émission du certificat de modification attestant les présents statuts de modifications, demeureront valides et représenteront dès lors et par la suite, sans autre formalité, les actions ordinaires.**



Form 5
ARTICLES OF AMENDMENT
The Companies Act, R.S.Q., c. C-38
Part 1A

1 Corporate name THERATECHNOLOGIES INC.	
2 <input type="checkbox"/> Application presented in conformity with Section 123.140 and following of the Companies Act.	
3 The company's articles are amended as follows: The attached schedule 1 forms an integral part of the present form as if recited at length.	
4 Effective date, if different from date of filing (see instructions) N/A	5 Corporate name (or designating number), prior to amendment, if different from that mentioned in item 1 N/A

If space is insufficient, attach an appendix in two (2) copies

Signature of
authorized director _____

Justin Allen

For departmental use only

SCHEDULE 1

ARTICLES OF AMENDMENT OF THERATECHNOLOGIES INC.

1. For the purposes of the cancellation of Class A Shares without par value of the share capital of the Company, the amendments to certain rights, privileges, conditions or restrictions attached to the Class B Subordinate Voting Shares without par value, the reclassification of Class B Subordinate Voting Shares without par value of the share capital as Common Shares and the amendments to certain other provisions of the Articles of Amendment attached to the Certificate of Amendment dated December 6, 1993, section 5 of the Articles of Incorporation of the Company is amended as follows:

- a) by replacing section 1 of Schedule 1 to the Articles of Amendment attached to the Certificate of Amendment dated December 6, 1993 by the following :

"ARTICLE 1

AUTHORIZED SHARE CAPITAL

The Company is authorized to issue the following shares:

- a) an unlimited number of Common Shares, without nominal value (the "common shares"); and
- b) an unlimited number of Preferred Shares, without nominal value, issuable in one or more series (the "preferred shares")."
- b) by deleting section 2 of Schedule 1 to the Articles of Amendment attached to the Certificate of Amendment dated December 6, 1993;
- c) by deleting section 3 of Schedule 1 to the Articles of Amendment attached to the Certificate of Amendment dated December 6, 1993;
- d) by replacing section 4 of Schedule 1 to the Articles of Amendment attached to the Certificate of Amendment dated December 6, 1993 by the following:

"ARTICLE 2

COMMON SHARES

The rights, privileges, conditions and restrictions attaching to the common shares are the following:

2.1 Voting rights

The holders of the common shares shall be entitled to receive the notices of meetings and

to assist and to vote at all the meetings of the shareholders of the Company, whether annual or special, except as otherwise provided herein. Each common share confers on its holder the right to one vote at any meeting of shareholders except those at which only the holders of a given class of shares or series are entitled to vote pursuant to the provisions of the Companies Act (Québec) or pursuant to the attributes attaching to such class or series.

2.2 Dividends

2.2.1 Subject to the prior rights of the holders of preferred shares and shares of any other class ranking prior to the common shares in respect of dividends, the holders of common shares shall be entitled to receive the dividends which the Board of Directors of the Company shall declare and pay on the common shares, at the time and according to the terms and conditions determined by the Board of Directors of the Company, out of the funds of the Company properly applicable to the payment of dividends.

2.2.2 The cheques of the Company or of its agents authorized for this purpose, drawn from a bank designated in Schedule A or in Schedule B of the *Bank Act* (Canada) and payable at any branch of such bank in Canada, shall be issued in respect of these dividends to the holders of common shares being entitled thereto. The mailing of these cheques shall exempt the Company from any responsibility with respect to such dividends up to the amount of the sums represented thereon, unless these cheques are not paid upon presentation duly made.

2.3 Liquidation and dissolution

Upon the liquidation or dissolution of the Company, whether voluntary or forced, or any other distribution of the assets of the Company among its shareholders for the purpose of winding up its affairs, the holders of common shares shall be entitled to receive, after payment by the Company to the holders of preferred shares and to the holders of any other class of shares ranking prior to the common shares in respect of the distribution of the assets of the Company upon liquidation or dissolution, share for share and without preference or distinction with the holders of common shares, the remainder of the property of the Company."

- e) by replacing section 5 of Schedule 1 to the Articles of Amendment attached to the Certificate of Amendment dated December 6, 1993 by the following:

"ARTICLE 3

PREFERRED SHARES

The rights, privileges, conditions and restrictions attaching to the preferred shares as a class are the following:

3.1 Issuable in series

3.1.1 Subject to the provisions of the Companies Act (Québec) the preferred shares may, at any time, be issued in one or more series. The Board of Directors of the Company shall, when it deems appropriate, but prior to their issuance, fix the number, limited or unlimited, as well as the designation of the shares of each series of preferred shares, as well as the rights, privileges, conditions, and restrictions attaching to the shares of each series of preferred shares, including, without limiting the application of the foregoing:

- a) the rate and the amount of the dividends, cumulative or non-cumulative, the date and place for the payment of such dividends, as well as the date from which such dividends shall accrue;
- b) the rate or the amount of the premium which may be paid to the holders thereof in the event of purchase or redemption, as well as the date from which the shares of a series shall be redeemed and the method the shares may be purchased or redeemed;
- c) the terms and conditions of any plan to redeem shares with respect to one or more series;
- d) the terms and conditions with respect to any sinking fund created for the benefit of the holders of shares of one or more series;
- e) the designation of the shares of a given series; and
- f) the rights of exchange of shares of a given series into shares of any other series or of another class of shares of the share capital of the company.

3.1.2 The rights, privileges, conditions and restrictions attaching to each series of preferred shares shall be determined, for each series, by by-law adopted by the Board of Directors of the Company which shall have the option to create such series prior to the issuance of any preferred share of such series so created. The issuance of shares of a given series of preferred shares shall not be effected until after the adoption of such by-law and after the obtaining of a certificate of amendment attesting to the amendment creating such series. Such by-law of the Board of Directors of the Company shall not require the approval of the shareholders.

3.1.3 Notwithstanding any other provisions herein, when amounts payable as dividends, repayment of capital or premium are not paid in full, the shares of all series of preferred shares shall participate in the amount payable proportionately to the sums payable on a payment in full.

3.2 Voting rights

Subject to the provisions of the Companies Act (Québec) and of section 3 hereof, the holders of preferred shares as a class, shall not, as such, be entitled to receive notices of meetings or to assist or to vote at any of the meetings of the shareholders of the Company, whether annual or special.

3.3 Ranking of the preferred shares in regard to dividends

The preferred shares, as a class, shall rank, with respect to payment, as the case may be, of any accrued cumulative dividend and of any declared dividend remaining unpaid at the time of the distribution upon liquidation or dissolution of the Company, prior to common shares, and prior to shares of any other class ranking after the preferred shares.

3.4 Ranking of preferred shares upon liquidation or dissolution

Upon the liquidation or dissolution of the Company, whether voluntary or forced, or any other distribution of the assets of the Company among its shareholders for the purpose of winding up its affairs, the holders of preferred shares, as a class, shall rank in regard to the amount which is payable to them upon such distribution, liquidation or dissolution, in accordance with the rights then established in the articles of the Company or pursuant to such articles prior to any distribution of the assets of the Company among the holders of common shares and of any other class ranking after preferred shares in regard to the distribution of assets of the Company upon liquidation or dissolution. The preferred shares shall not confer on their holders any other right to participate further in the profits or assets of the Company.

3.5 Amendment to preferred shares

In the event that there are outstanding preferred shares, the Company shall not, save with the approval of the holders of the preferred shares provided in the manner mentioned hereinafter:

3.5.1 revoke, amend, or otherwise change any of the provisions contained in this article 3;

3.5.2 change the authorized maximum number, if one exists, of preferred shares or increase the maximum number of authorized shares of another class conferring rights or privileges ranking equal to or prior to the preferred shares;

3.5.3 exchange, convert, reclassify, or cancel, save in the event of redemption or purchase by the Company, in accordance with the Companies Act (Québec) or the provisions hereunder, all or part of the preferred shares;

3.5.4 increase, amend or delete the rights, privileges, restrictions or conditions conferred on preferred shares, notably,

a) by deleting or amending any existing right to accrued or cumulative dividends, if any;

- b) by increasing, deleting or amending any existing right or privilege of redemption or purchase, if any;
- c) by reducing or deleting a right in respect to dividends or liquidation; or
- d) by increasing, deleting or amending rights of conversion or exchange, options, voting rights, transfer, preemption or acquisition of other securities or provisions relating to sinking funds, if any exist;

3.5.5 increase the rights or privileges of the shares of another class, conferring rights or privileges ranking equal or prior to those of preferred shares;

3.5.6 create a new class of shares conferring rights or privileges ranking equal or prior to those of preferred shares;

3.5.7 make ranking equal or prior to the preferred shares, the shares of a class conferring rights or privileges ranking after the preferred shares;

3.5.8 exchange all or part of the shares of another class for preferred shares or create a right for such purpose; or

3.5.9 impose restrictions on the issuance or transfer of preferred shares or increase or delete such restrictions.

3.6 Approval of the class

Any approval of the holders of the preferred shares mentioned above shall be deemed to have been duly and sufficiently given if it is provided in a resolution adopted by at least two-thirds (2/3) of the votes cast at a special meeting of the holders of preferred shares called for this purpose by prior notice of a least twenty-one (21) days and at which meeting the holders of at least twenty percent (20%) of the outstanding preferred shares are present in person or represented by proxy, thereby constituting quorum. If the holders of at least twenty percent (20%) of the outstanding preferred shares are not present or represented by proxy thirty (30) minutes after the hour fixed for the meeting, the meeting shall be adjourned to a date at least five (5) days later. At such adjourned meeting, the holders of preferred shares present in person or represented by proxy, shall transact the business for which the meeting was initially called and a resolution adopted at this meeting by at least two-thirds (2/3) of the votes cast shall constitute the approval of the holders of preferred shares mentioned above for the purpose of this article 3, whether the quorum mentioned above is present or not at the time of such adjourned meeting. The procedure provided in this subsection 3.6 replaces any compromise or arrangement and allows, subject to the adherence to the provisions of subsection 3.7, the filing of articles of amendment for the purpose of amending the articles as approved without it being necessary to have recourse to any other formality provided in the Companies Act (Québec) and regarding compromise or arrangement.

3.7 Approval of the series

In the event that the proposed amendment shall effect the rights of the holders of preferred shares of a particular series in a manner or to an extent substantially different from that

which affects the rights of the holders of preferred shares of other series, this amendment shall then, in addition to being approved by the holders of preferred shares voting as a class, as provided above, be approved in the same manner by the holders of preferred shares of such series, voting separately as a series.

3.8 Other terms and conditions

The Board of Directors of the Company may, upon the creation of a series of preferred shares, confer on such series any other right, privilege, condition and restriction which it shall deem appropriate, and which shall be in accordance with the rights, privileges, conditions and restrictions attaching to all the preferred shares, as a class."

- f) by replacing section 6 of Schedule 1 to the Articles of Amendment attached to the Certificate of Amendment dated December 6, 1993.

"ARTICLE 4

AMENDMENT OF ARTICLES

4.1 Amendments

Any amendment to the articles of the company any effect of which is to increase, remove or amend any of the rights, privileges, conditions or restrictions attaching to the common shares, including the conversion or the redesignation of common shares into one or more other classes of shares of the Company, shall be authorized by resolution adopted by the holders of common shares at a meeting of the holders of common shares held for such purpose by at least two-thirds (2/3) of the votes cast at such meeting.

4.2 Resolutions

Any approval of the holders of common shares required pursuant to the provisions of subsection 4.1 shall be deemed to have been duly given, if it is contained in a resolution adopted by at least two-thirds (2/3) of the votes cast at a special meeting of the holders of the common shares called for such purpose by a prior notice of at least twenty-one (21) days, which meeting can be held concurrently with any other meeting of the shareholders of the Company, and at which meeting the holders of at least twenty percent (20%) of the outstanding common shares are present in person or represented by proxy, thereby constituting quorum. In the event that the holders of at least twenty percent (20%) of the common shares are not present or represented by proxy thirty (30) minutes after the hour fixed for the meeting, the meeting shall be adjourned to a date at least five (5) days later. At such adjourned meeting, the holders of common shares present in person or represented by proxy, shall transact the business for which the meeting was initially called and a resolution adopted at this meeting by at least two-thirds (2/3) of the votes cast shall constitute approval of the holders of common shares mentioned above for the purposes of subsection 4.2, whether the quorum referred to above is present or not at the time of this adjourned meeting. Any approval given in accordance with the provisions of subsection 4.2 shall bind all the holders of the common shares.

4.3 Effect of the approval

The procedure provided in this article 4 shall replace the compromise or arrangement and permits the filing of articles of amendment for the purpose of amending the articles as approved without it being necessary to have recourse to any other formality provided in the Companies Act (Québec) with respect to a compromise or arrangement."

2. The Class A Shares without par value of the share capital of the Company presently authorized pursuant to the Articles of Amendment attached to the Certificate of Amendment dated December 6, 1993 are cancelled.
3. All the Class B Subordinate Voting Shares without par value of the share capital of the Company issued and outstanding as at the issuance of the Certificate of Amendment reflecting the present Articles of Amendment shall be reclassified as Common Shares, and all share certificates representing Class B Subordinate Voting Shares without par value of the share capital of the Company issued and outstanding as at the issuance of the Certificate of Amendment reflecting the present Articles of Amendment shall remain valid and, without any further formality, shall henceforth represent Common Shares.

Certificat de modification

Loi sur les sociétés par actions

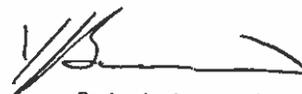
J'atteste par les présentes que la société par actions

THERATECHNOLOGIES INC.

a modifié ses statuts le 21 juin 2011 à 0 h 0 min, en vertu de la Loi sur les sociétés par actions, comme l'indiquent les statuts de modification ci-joints.



Déposé au registre le 21 juin 2011 sous le
numéro d'entreprise du Québec 1142237016.


Registraire des entreprises

Le Supplément 1 ci-joint fait partie intégrante des présents statuts de modification.

SUPPLÉMENT 1

L'article 8 des Statuts de constitution de la société pour lesquels un Certificat de constitution a été émis le 19 octobre 1993, est par les présentes modifié par l'ajout du paragraphe suivant :

NOMINATION D'ADMINISTRATEURS ENTRE LES ASSEMBLÉES ANNUELLES

Les administrateurs peuvent, entre les assemblées annuelles, nommer un ou plusieurs administrateurs dont le mandat expire au plus tard à la clôture de la prochaine assemblée annuelle, à la condition que le nombre total des administrateurs ainsi nommés n'excède pas trente-trois pourcent et un tiers (33 ⅓%) du nombre des administrateurs élus à la dernière assemblée annuelle des actionnaires.

The attached schedule 1 is an integral part of these Articles of Amendment

SCHEDULE 1

Article 8 of the Articles of incorporation for which a Certificate of incorporation has been issued on October 19, 1993, is amended by the addition of the following paragraph:

APPOINTMENT OF DIRECTORS BETWEEN ANNUAL MEETINGS

The directors may appoint, between annual meetings, one (1) or more directors, who shall hold office for a term expiring not later than the close of the next annual meeting of the shareholders, to the extent that the total number of directors so appointed shall not exceed thirty-three and one third percent (33 1/3%) of the number of directors elected at the previous annual meeting of the shareholders.